ISSN 0026-9433

T 2137 - 737 - 10,00 F
3792137010003 07370

le monde hebdo **libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989 10,00 F

ÉDUCATION NATIONALE

NON A L'ÉDUCATION AU MERITE !

Editorial

Artisan de la mutation républicaine du CERES, Chevènement, un des dauphins potentiels, se situe au centre du message présidentiel : la France unie derrière son drapeau, républicain et tricolore. La longue croisade menée par la gauche en vue de s'approprier le concept de nation porte ses fruits.

Entamée par Hernu (protocole Hernu-Savary) poursuivie par le labeur opiniâtre des militants de Socialisme et République — ex-CERES —, la montée des valeurs nationalistes telles que la patrie, l'esprit de défense, l'élitisme républicain, se traduit par un nouveau protocole d'accord Chevènement-Jospin, dont nous allons entendre parler.

Souder le peuple de France à son drapeau, la jeunesse à son armée... Les socialistes de 1989 ont de la modernité une curieuse idée, qui ferait pâlir de honte plus d'un de leurs ancêtres antimilitaristes. La mémoire et la fidélité à des principes s'accomodent mal de l'opportunisme. Ethique et pouvoir sont rarement synonymes.

Les niais qui crient au loup dans les « affaire » se font des illusions sur l'intégrité des hommes de pouvoir ? L'appareil d'Etat, pyramidal, verrouillé et opâque est le bocal idéal où barbotent des colonies d'initiés.

La couleur politique du personnel en place ne suffit pas à briser la logique du pouvoir. Il faut s'y résigner, camarades socialistes ! Et ce ne sera pas faute de vous avoir prévenus.

Les délits de coquins d'initiés, gentlemen râpineurs des temps modernes du boursicotage jettent un discrédit important sur l'Etat et ses connexions avec le capital. Dépasser la raillerie, la critique pour la critique, en proposant un système politique d'où soit exclue « l'initiation », c'est agrandir la brèche qui s'ouvre. Si nous ne faisons progresser l'alternative libertaire, le ras-le-bol de la classe politique peut engendrer des réflexes inquiétants, accentuer le repli sur lui-même du citoyen. Contre les initiés du capital, initions le plus grand nombre à l'anarchisme.

N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

communiqués éditions

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire tiendront un stand les 24, 25 et 26 février au 4e Festival du livre de La Garde, salle Gérard-Philippe, à La Garde (entrée libre).

• ROUEN

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat le samedi 25 février, à 14 h 30, salle de la Halle-aux-Toiles à Rouen, sur le thème de la religion, Marc Prévôtel animera le débat.

• ROUEN

Le groupe de Rouen vous informe qu'il a un nouveau local. Il invite ses sympathisants à l'y rencontrer tous les samedis de 14 h à 16 h. Nouvelle adresse : CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen.

• PARIS

Le groupe Cafiero vend le « Monde libertaire » sur le parvis de Beaubourg tous les samedis à partir de 12 h 30. Il est possible de rencontrer le groupe pour discuter avec ses membres.

• SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevran-Bondy de la Fédération anarchiste convie à une réunion publique le samedi 11 février 1989 à 20 h 30, au Centre ALFA, 3, allée des Pensées, Bondy (Seine-Saint-Denis). Cette soirée-débat sera l'occasion pour les anarchistes de faire un tour d'horizon de l'actualité sociale et politique, ainsi que de débattre des derniers mouvements sociaux en compagnie de militants anarcho-syndicalistes. Possibilité également de prendre contact, pour ceux qui sont intéressés par les idées libertaires, avec les militants anarchistes locaux.

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

« La Grande Révolution », de Pierre Kropotkine, avec des lettres inédites de l'auteur à James Guillaume, sur les commentaires suscités en France par la parution de son livre.

« Les anarchistes et 89 », ouvrage collectif comprenant des contributions de chercheurs, d'historiens et de militants dont celles de : H. Becker, M. Benasayag, R. Berthier, A. Bertolo, Y. Blavier, E. Colombo, P. Chailan, V. Fau-Vincenti, G. Filloux, C. Gaillard, G. Manfredonia, F. Mintz, G. Navet, W. Pelletier, M. Prévôtel, J.-M. Raynaud et L. Thouvenot.

Pour que cela soit possible, les efforts de tous sont nécessaires.

Gr. « Pensée et action »

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3e, 4e, 10e, 11e, 12e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — **Hauts-de-Seine :** Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — **Seine-Saint-Denis :** Sevran-Bondy, Saint-Denis — **Val-de-Marne :** Créteil, Arcueil — **Val-d'Oise :** Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente :** Angoulème — **Charente-Maritime :** Rochefort-Marennes — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Grenoble, Bourgoin-Jallieu — **Loire :** Saint-Etienne — **Loire-Atlantique :** Nantes — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Marne :** Reims — **Moselle :** Thionville, Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Bas-Rhin :** Scherwiller — **Seine-Maritime :** Rouen, Le Havre — **Somme :** Amiens — **Var :** Toulon — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — **Alpes-Maritimes :** Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** liaison des Ardennes — **Aveyron :** Saint-Affrique — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Eure :** Evreux — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Jura :** liaison Jura — **Loir-et-Cher :** Blois — **Loire-Atlantique :** Saint-Nazaire — **Morbihan :** Lorient — **Nord :** Douai — **Puy-de-Dôme :** Clermont-Ferrand — **Pyrénées-Atlantiques :** Pau — **Bas-Rhin :** liaison Bas-Rhin — **Rhône :** Lyon — **Haute-Saône :** liaison Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Haute-Savoie :** Annecy — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Sollies-Pont, Hyères, La Seyne-sur-Mer — **Vosges :** Saint-Dié, Sénones.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Education :** La réforme « Jospin », Coordination des personnels de l'éducation — **PAGE 4, Les luttes :** Insoumission, Antiracisme, Féminisme, En bref, Le Livre, CFDT-Santé — **PAGE 5, Social :** Force ouvrière dans la tourmente — **PAGE 6, Société :** La gestion municipale, un enjeu de taille — **PAGE 7, Société :** La « zone » — **PAGE 8, Dans le monde :** La Yougoslavie, La Pologne — **PAGE 9, Informations internationales :** Le mouvement alternatif en Allemagne fédérale — **PAGE 10, Archives :** Le mouvement anarchiste allemand dans l'entre-deux-guerres — **PAGE 11, Expressions :** Cinéma, Notes de lecture, « Article 31 », Sélection des programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** Creys-Malville, Brèves écolos, Le racisme tranquille, Sport automobile.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le journal « Contre Vents et Marées » de la région Rhône-Alpes n° 55 de janvier 1989 est paru. Il est disponible au prix de 3 F à Contre Courant, c/o La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

éditions

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n° 18, journal édité par la Fédération anarchiste du Maine-et-Loire, vient de paraître.

• « LES RÉVOLUTIONNAIRES DE 1789 »

Le groupe Flores-Magón vient de sortir une nouvelle brochure intitulée : « Les révolutionnaires de 1789 ». De L'Ange à Varlet, en passant par Babeuf et Maréchal, quelques militants connus ou inconnus qui ont pris la Révolution française au mot : changer radicalement de société.

Les révolutionnaires de 1789

Partage Noir

Editions du Monde libertaire

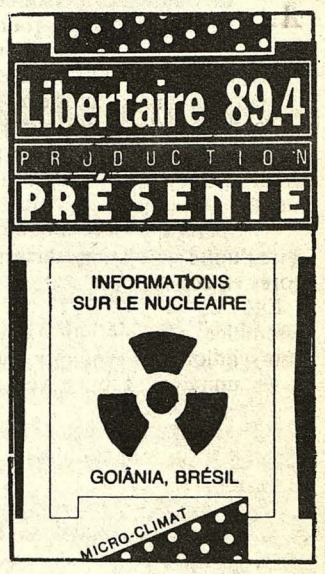
Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :

- **Camillo Berneri, « OEuvres choisies » à 120 F ;**
- **Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste » à 120 F.**

On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

• CASSETTES

Radio-Libertaire vient d'éditer deux cassettes de l'émission « Micro-climat » : « Information sur le nucléaire : Hiroshima-Nagasaki », avec Roger Belbeoch (physicien), membre du Groupement de scientifiques pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) ; « Information sur le nucléaire : la catastrophe de Goiânia », avec des entrevues de Maria-José Walter Pernico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeiro, Iadyr Andrade. Ces cassettes sont réalisées par Perline (physicienne). Chaque cassette est disponible au prix de 60 F plus 10% pour frais de port (40 F avec la carte d'auditeur). Les chèques sont à établir à l'ordre de Publico.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

ENSEIGNEMENT

Rocard, Jospin,... Monory en pire !

L'école est malade ! Tout le monde le dit, les ministres, les enseignants, les parents. Jospin déclare que les principaux maux sont « (...) l'augmentation des effectifs par classe, la dégradation des locaux, le nombre excessif de jeunes quittant l'école sans qualification, ne maîtrisant pas les apprentissages fondamentaux ou redoublant des classes. » Récemment, Rocard rendait les enseignants responsables de l'échec scolaire. L'expertise Baudelot et Establet (1) est pourtant claire : « le niveau monte ». Que se passe-t-il donc dans nos écoles ?

QU'EST-CE que cela signifie aujourd'hui de dire que les enseignants ne font pas leur travail, alors que le niveau dans les écoles n'a jamais été aussi élevé ? Qu'est-ce que cela signifie de vouloir remodeler l'enseignement, alors que les conditions de travail ne seront pas améliorées ? Qu'est-ce que cela veut dire de vouloir amener 80% d'une classe d'âge au niveau bac, alors que la part de l'éducation dans le budget de l'Etat augmente si peu (2).

Les effectifs par classe sont trop importants ! Mais aucune mesure n'est prise pour les diminuer. Patientons, nous dit monsieur Jospin. De plus, aucun horaire n'est dégagé pour le travail des équipes pédagogiques et la concertation.

Les solutions choisies organisent la mise en place d'une scolarité à plusieurs vitesses, la concurrence entre les établissements, l'éclatement du Service public, la mise en cause d'un « minimum culturel commun » et de l'école unique.

Il ne remet pas en cause les mécanismes de sélection sociale : au parcours d'obstacles, au tri par élimination en place actuellement, il est substitué dès le début de la scolarisation des parcours à plusieurs vitesses surdéterminés par les besoins des régions et du patronat. On remet en cause les programmes et les diplômes nationaux.

Nos chères têtes blondes redoublent trop souvent ! Par rapport à qui ? Par rapport aux autres pays de la CEE. Dans les autres pays de la CEE la sélection s'effectue différemment et le niveau de l'enseignement primaire y est bien moins élevé. Il faut niveler tout cela ! Il nous faudrait nous aligner sur les autres pays d'ici 1993.

Le nouveau mode de sélection est renforcé par la désectorisation (libre choix des établissements par les parents) et la définition de projet propre à chaque établissement (sur le mode de l'école privée), par l'accès des établissements à l'autonomie financière et la présence accrue des « intervenants extérieurs » dans les horaires officiels (3) et hors temps scolaire (contrat de ville).

La refonte des programmes et méthodes proposée ne vise pas à faire atteindre des objectifs quantitatifs et qualitatifs de haut niveau à l'ensemble d'une classe d'âge, mais à adapter chaque école à son « public scolaire », à créer des écoles parkings et des écoles d'élites. La suppression des redoublements s'inscrit dans ce code-là. Chaque élève, dès la maternelle, ira à son rythme vers son destin social défini par les besoins formulés par le patronat dans le cadre de l'Europe de 1993.

Comment revaloriser... sans dépenser un sou ?

Le but de cette pseudo-revalorisation est surtout de casser les solidarités professionnelles et syndicales en introduisant le salaire au mérite par la création de trois grades doublée de la généralisation des primes (pour les remplaçants, les zones difficiles, les régions déficitaires en enseignants, l'activité « périscolaire », etc.), et cela sans aucune amélioration des conditions de travail de ces personnels. Jospin ouvre le règne de la méritocratie (4) en impulsant une mentalité de carriériste, de mercenaires courant après les primes, de lèche-bottes de l'administration, car c'est elle, bien entendu qui sélectionnera les « bons ». Nos « chers » maîtres-directeurs trouveront, ici, toute leur place dans ces nouveaux cercles de qualité.

Revaloriser, certes ! Mais par rapport à qui ? Et à quoi ? En l'espace de six ans, le pouvoir d'achat des enseignants a fortement baissé (environ 10%). Mais les enseignants ne sont pas les seuls à avoir vu leurs salaires gelés ces dernières années. Les revendications d'augmentations uniformes le montrent bien, qui émergent des mouvements sociaux depuis la rentrée de septembre. Qu'est-ce, alors, qui justifie cette revalorisation — si, dans ce cas d'espèce, on peut parler de revalorisation ? Le gouvernement se lancerait-il dans des actions visant à faire remonter la cote d'amour des enseignants ? Leur recrutement, il est vrai, devient difficile. Et à quel niveau faut-il placer la revalorisation ? Et les autres salariés, dans tout ça ? Il faut bien le dire, le terme de revalorisation couvre beaucoup d'ambiguïtés !

Pour régner, il faut...

En établissant trois nouveaux corps (instits, profs de collège et profs de lycée) divisés chacun en trois grades, Jospin accroît la division d'une profession déjà éclatée en de multiples corps, alors même que cette multiplicité, liée à l'élévation du niveau de recrutement et de formation des instits et la nécessité de rompre les barrières entre l'école, le collège et le lycée (même recrutement, même formation, même salaire), pose le problème de l'unification de la profession.

La manipulation syndicale n'est pas non plus exempte des préoccupations du ministre. Accessoirement, la création d'un nouveau corps de professeurs de collège justifiant la création d'un nouveau syndicat FEN devrait permettre à la tendance UID (Unité, indépendance et démocratie, proche du PS) de contrer la mainmise du courant U et A (Unité et action, proche du PCF) sur le secondaire. Une nouvelle étape de la recomposition syndicale sera ainsi franchie, qui doit permettre l'avènement d'un grand syndicat de la Fonction publique à majorité social-démocrate et capable de faire pièce à la puissance de la CGT.

Par-delà cet enjeu qui s'inscrit aussi dans la perspective de l'émergence d'une confédération européenne des syndicats sociaux-démocrates, l'objectif est bien de préparer l'unification des différents systèmes éducatifs de la Communauté européenne sur les bases les plus réactionnaires et les plus aptes à satisfaire les exigences patronales. Et cela passe, en France, par l'éclatement des garanties statutaires liées au Service public.

Monique FIGAROL
Philippe BOUBET

NOTES

(1) Cf. C. Baudelot et R. Establet, Le niveau monte, *Ed. du Seuil, Paris, 1989.*

(2) Comparer les quelques milliards alloués à l'école avec les centaines de milliards récemment débloqués, dans une touchante unanimité, par l'Assemblée nationale.

(3) Comprendre : les curés (catéchisme sur le temps scolaire), le patronat, l'armée.

(4) Que Monory avait tenté d'introduire, avec beaucoup de difficultés, il y a deux ans par le décret sur les maîtres-directeurs. Jospin s'était d'ailleurs beaucoup fait prier, il y a six mois, pour faire semblant de l'abroger.

PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

Coordination Nord/Pas-de-Calais

Classes surchargées, manque de moyens, formations insuffisantes et personnels sous-payés... voilà la triste réalité aujourd'hui de l'Education nationale. A Lille, Roubaix, Maubeuge, Denain, Dunkerque, Boulogne, Hénin-Beaumont... le « stock » (comme dit Rocard) s'organise. Une coordination régionale a été mise en place et agit depuis plusieurs mois. Des structures analogues existent en région parisienne ainsi que dans les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Tous unis, les personnels de l'Education nationale peuvent obtenir des résultats substantiels. Râler dans son coin ne sert à rien. Le mouvement commence, il doit continuer !

Les enseignants des groupes « Humeurs noires » et Benoît-Broutchoux de la FA (Lille)

LA Coordination Nord/Pas-de-Calais des personnels de l'éducation réunit toutes les professions de l'éducation, de l'agrégé à la femme de service. Elle se veut donc inter-sectorielle.

Tandis que les syndicats, jouant la division, appellent encore à une ou plusieurs journées de grève échelonnées ainsi qu'à des manifestations séparées, la coordination veut faire l'unité sur des axes de lutte élaborés en commun.

Elle est représentée par son assemblée générale qui rassemble non-syndiqués et syndiqués sur des bases unitaires. Elle se veut donc unitaire.

La coordination refuse de marchander ; ses revendications sont radicales :

- augmentation des salaires de l'ensemble des personnels de l'éducation (2 000 F) ;
- révision des grilles de salaires ;
- amélioration des conditions de travail par des créations de postes, la limitation des effectifs par classe, l'acquisition de matériel, etc. ;
- titularisation avec formation de tous les salariés à statut précaire, maîtres auxiliaires, vacataires, TUC, etc.

Les personnels de l'éducation qui font partie de cette coordination sont ceux-là mêmes qui l'animent et la structurent. La coordination est de ce fait autogestionnaire.

Le plan Jospin

La formation, l'école, la qualité du Service public... ces problèmes rejoignent les préoccupations des parents et autres partenaires. L'enjeu est tel qu'aujourd'hui la coordination ne pouvait se taire sur le plan « Jospin ». Pour elle, le plan « Jospin » est un plan qui repose sur une partie du personnel de l'éducation. C'est la négation de la communauté éducative ; tout le personnel n'est pas pris en compte : personnel ATOS, personnel administratif, élèves et étudiants, personnels auxiliaires (plus de 30 000).

La coordination souligne d'autre part le caractère aléatoire de ce plan. On nous parle de l'école de demain en oubliant que celle-ci passe par l'école d'aujourd'hui. Une loi d'orientation est avancée sans loi de programmation (ce qui a été réalisé pour l'armée et que l'on ne retrouve pas pour l'éducation).

La coordination dénonce également la stratégie de division élaborée dans le plan « Jospin ». Par un système de corps nouveaux, de grades, d'indemnités aux mérites qui s'effectueraient selon des critères trop sujets à caution, ce plan ouvre la voie au renforcement de la hiérarchie et ne favorise nullement une progession démocratique et égalitaire.

Dans ce sens, la coordination estime que les propositions de Jospin sont antidémocratiques, inégalitaires et se trouvent en contradiction totale avec la nécessité de travailler en équipe pédagogique pour une meilleure qualité de l'enseignement.

La coordination déplore donc la quasi-absence dans ce plan d'un débat et d'une réflexion sur la *qualité* de l'enseignement. En se réfugiant derrière l'unique problème de la revalorisation enseignante, ce projet masque les réalités des conditions de travail (celles-ci passant entre autres par un abaissement des effectifs de classe, des créations de postes, etc.).

Ce projet nie le caractère social des problèmes de l'Education nationale et ne prend pas en compte le point de vue des élèves. Il ne suffit pas de donner des indemnités aux enseignants de ZEP (Zone d'éducation prioritaire) et aux remplaçants. Par contre, il est urgent de penser le problème dans sa globalité et dans sa réalité sociale. De plus, il est inacceptable que les enseignants portent à eux seuls le poids de l'échec scolaire.

Enfin, les personnels de l'Education nationale, rassemblés au sein de la coordination, ne veulent nullement être des marionnettes d'une gestion d'entreprise de l'éducation (mobilité, salaires aux mérites, flexibilité, remise en cause de l'âge de la retraite, etc.) et prônent avant tout la qualité de l'enseignement. Le plan « Jospin » ne les satisfait pas ; le mécontentement est grand.

C'est pourquoi la coordination s'est donnée comme objectif, par un débat démocratique — dans l'unité de tous les personnels (syndiqués/non-syndiqués de toutes les catégories) et si possible avec les organisations syndicales —, de faire apparaître un mouvement régional et national capable d'imposer nos revendications et de gagner. Appel est lancé à rejoindre la coordination. Pour tout contact, écrire à la Coordination des personnels de l'éducation, c/o Maison de la Nature et de l'Environnement, 23 rue Gosselet, 59000 Lille (tél. : 20.04.66.06).

La Coordination
Nord/Pas-de-Calais
des personnels de l'éducation

PRESSE

Le « Monde »/Hachette

LA jalousie est de ce monde, dans celui des médias comme ailleurs ; pour le secteur imprimerie lourde d'aucuns trouvent qu'on cause trop de Maxwell et pas assez d'eux. Les dirigeants du groupe de presse *Le Monde* doivent être de ceux-là. Pourtant ils ont mis les bouchées doubles depuis quelques mois. Abandonnant le boulevard des Italiens et l'imprimerie de Saint-Denis pour s'implanter à Ivry et rue Falguière (1), ils ont multiplié les promesses de mariage (*Libération, Quotidien de Paris,* etc.) pour parvenir finalement à un accord avec le groupe Amaury du *Parisien libéré*.

Le symbole du « beauf moyen » avec le quotidien de l'intelligentia française, drôle de mariage dira le passant interloqué (il ignore sans doute que les rotatives qui impriment l'*Humanité* tirent aussi le *Quotidien de Paris*, les machines à rentabiliser n'ont pas d'état d'âme !). Il faut dire aussi que les intérêts financiers ont grandement aidé à ce mariage de raison. Hachette a des intérets dans les deux maisons (*Le Monde* et le *Parisien libéré*), elle avait un projet de quotidien qui ne s'est pas réalisé, d'où un créneau de « tout machine » libre dans l'imprimerie d'Ivry.

Dans la presse parisienne, tout le monde sait que le premier quotidien « placé » pour imprimer des journaux avec la couleur raflera une grosse part des annonceurs, de la publicité. D'où la guerre des commandes chez les constructeurs, puis dans le montage technique dans les imprimeries et les négociations avec le Livre CGT. En prenant toutes ces données, Hersant et Maxwell sont pour l'instant distancés par *Le Monde* (dont une rotative roule déjà à Ivry depuis le 11 de ce mois), mais pour combien de temps ?

Nous laisserons cette fois-ci de côté Didier et son désir déjà exprimé de faire des journaux quotidiens, pour examiner de plus près l'imprimerie de Saint-Ouen (où sont confectionnés le *Parisien, L'Equipe* et *Libération*). Résultat du conflit avec Amaury (2), il existe dans cette entreprise la pluralité syndicale. Alors avec le transfert d'une charge de travail dans un autre lieu, des travailleurs doivent suivre, mais lesquels ? Ceux syndiqués à FO ou à la CGT ? Ce problème, soigneusement mis à l'écart jusquu'ici dans les négociations, a été posé officiellement par FO dans une réunion du comité d'entreprise.

Cela va, semble-t-il, dans le sens de l'offensive du syndicat des journalistes FO à FR3 et ailleurs. Les médias « écrits et parlés » changent, les rapports de forces aussi, chacun essaye donc d'y avoir la meilleure place... rien d'étonnant à

cela. Le seul élément « remarquable » serait que le groupe Amaury puisse arguer de difficultés internes à Saint-Ouen (FO ou CGT pour Ivry ?) pour se désengager peu à peu de ce mariage au *Monde* forcé par Hachette. En effet tout le monde parle de nouvelles imprimeries, mais qui va investir pour que celle de Saint-Ouen se modernise ?

Hersant doit bien s'en réjouir, lui qui se pose en adversaire résolu de la « Pieuvre » (Hachette). On espère seulement que d'otages d'investissements financiers les travailleurs du Livre sauront préserver leur avenir. En attendant « captain Bob » reçoit le 1er février les syndicats du Livre CGT au Ritz, à Paris ! « *C'est moi le plus beau, y faut m'accorder des conditions drôlement chouettes, vu que je suis copain avec Dieu* ». Ça pourait être le message passé sous la table des négociations ! Hersant, Hachette ou Maxwell c'est pourtant le même ragoût, la sauce seule diffère. L'avenir dira si les travailleurs du Livre se sont laissés manger !

Sitting BULL

(1) Ivry (à la place de SKF) pour l'impression et rue Falguière pour la composition (ou ce qu'il en restera) et la rédaction.

(2) Emilien Amaury avait voulu se « libérer du joug syndical » en passant brutalement du plomb à la photocomposition et en faisant appel à FO pour la confection du Parisien. *Monopole syndical, liberté de travail étaient les thèmes qui avaient émaillé les commentaires sur cette grève qui avait abouti au compromis actuel à Saint-Ouen.*

Un comité de vigilance

LE comité de vigilance (formé par le Planning familial de Nantes, les associations féministes et des organisations politiques, dont la FA) organisent le 4 février de 14 h à 20 h au Foyer des jeunes travailleurs, Porte-Neuve, place Viarmes, une réunion publique sur le thème : « Six heures pour le droit de choisir ». Plusieurs stands se tiendront ce jour-là sur l'IVG, le RU 486, la contraception ou le SIDA. Des supports vidéos seront également présentés et des débats pourront être engagés sur les thèmes abordés.

Le comité de vigilance, créé il y a un an, vise à opposer un front anti-autoritaire contre toute exploitation de la femme. Il réagit aussi contre toutes les attaques dont elles sont victimes telles que la remise en cause de l'IVG ou encore l'interdiction du RU 486. Par exemple, le 21 janvier, s'est tenu à Nantes un rassemblement de l'association « Laissez-les vivre » contre la loi Veil.

Le comité de vigilance s'alarme sur la condition des femmes aujourd'hui. Précarisation de plus en plus importante des moyens de contraception, procès de plus en plus nombreux contre les plannings qui renseignent sur l'IVG.

Cette réunion a pour but de dénoncer toutes ces mesures et de montrer qu'à Nantes les femmes ne laisseront pas passer cela.

MURIELLE (Gr. de Nantes)

en bref...en bref..

Une réunion publique sur la Pologne aura lieu le samedi 4 février 1989 à 15 h, à la librairie la Gryphe (5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon) et le soir à partir de 20 h 30 à Bourgoin-Jallieu.

Brève

Près de trois cents personnes ont défilé le mercredi 25 janvier à Nantes pour exiger l'abrogation de la loi Pasqua-Pandraud (voir le « Monde libertaire » du 19 janvier 1989). La manifestation était organisée par le Collectif SEL (Solidarité-Egalité-Liberté). Cela montre la volonté des militants antiracistes nantais de ne pas faire des circulaires Joxe le règlement de tous les problèmes (voir page 12). Une manifestation du même collectif aura lieu le 25 février dans le cadre des 6 heures pour le droit de vote des immigrés.

Gr. de Nantes

CFDT

Les « moutons noirs » en congrès

LES syndicats CFDT Santé-Sociaux de la région parisienne tenaient leur congrès, samedi 28 janvier à Créteil. Dans cette monumentale « Maison des travailleurs » « *unique en Europe par ses dimensions* » (1) les « suspendus » de la fédération Santé CFDT faisaient le point avant de rencontrer, mardi 31 janvier, les représentants du bureau national de la CFDT. Ces derniers ayant bien voulu appliquer les statuts quant à la mise en place d'une commission des conflits, en référence à l'article 48 des statuts confédéraux (2).

Pour mémoire, depuis le 30 novembre 1988 et suite au Congrès de Strasbourg qui a vu la succession d'Edmond Maire et l'élection de Jean Kaspar au poste de secrétaire général, les syndicats Santé et PTT de la région parisienne sont « suspendus ». Terme barbare pour les non initiés, qui recouvre différentes réalités selon les organisations : retrait des mandats pour les uns, suppression des locaux pour les autres, courriers aux employeurs (!), voire radiation pure et simple.

Les fédérations PTT et Santé reprochent ainsi aux cédétistes parisiens leur participation aux luttes dans ces secteurs et, notamment, leur soutien aux coordinations. Depuis, certaines sections ou syndicats ont fait allégeance aux fédérations et sont redevenus des moutons « blancs » !

Pour les PTT, les « moutons noirs » ont créé le SSUD, Syndicat solidaire unitaire et démocratique.

Pour la Santé, ils se réunissaient donc à Créteil pour un congrès extraordinaire.

Quatre résolutions étaient soumises au vote des congressistes. Une motion « préjudicielle » déposée par le syndicat de l'Essonne souhaitant ne pas voter les textes et attendre la décision du bureau national, était au préalable repoussée.

La résolution n° 1, portant sur les orientations et l'analyse de la situation, a été adoptée, elle, à une très large majorité — 86% des votants. Première organisation syndicale dans le Secteur public et social privé sur la région parisienne, le CRC-CFDT (3) a ainsi réaffirmé son attachement au « socialisme autogestionnaire », à sa pratique syndicale de « lutte », de « classe », son souci de « l'unité » et son soutien aux « nouvelles formes d'organisation » que se sont données les salariés tout en soulignant la nécessité de l'outil syndical.

La résolution n° 2, axée sur la structuration, a été votée à près de 55% des suffrages exprimés. Elle s'opposait à la résolution 2 bis, elle aussi, consacrée à l'organisation de la région Santé, mais refusant l'illusion d'une « CFDT-maintenue ». Cette résolution 2 bis, soutenue par les syndicats sociaux privé et Santé-privé de Paris, a été minoritaire. C'est donc en se maintenant dans la CFDT jusqu'à un prochain congrès prévu en avril que les syndicats Santé-sociaux vont mener le débat démocratique à l'intérieur de la CFDT et poursuivre l'action revendicative. C'est en effet fin mars que le bureau national confédéral de la CFDT devrait définitivement trancher sur les conflits internes.

Une dernière résolution, sur le fonctionnement et le financement du CRC a été adoptée. Elle portait sur la constitution d'une « équipe permanente » et la « centralisation des moyens » ; ce qui n'a pas été sans susciter quelques débats au sein du congrès entre ceux qui étaient partisans d'un total fédéralisme en moyens « humains » et financiers et les autres, pour le moment majoritaires, partisans d'un minimum de centralisation.

Le congrès s'est achevé sur le vote de motions d'actualité sur les luttes prochaines dans le Secteur social.

La présence de responsables d'unions départementales et professionnelles, le message d'Eugène Descamps aux congressistes confirmaient, s'il en était besoin, le soutien de l'interprofessionnelle CFDT aux « moutons noirs » de la Santé.

Alain DISSOLUBLE

Le numéro 1 de Suspense *vient de paraître. C'est le bulletin d'information de l'ASC (Association de solidarité contre les exclusions de la CFDT). Pour contacts/abonnements/infos : ASCE, 101, rue de l'Agriculture, 92700 Colombes (tél. : 43.46.19.75).*

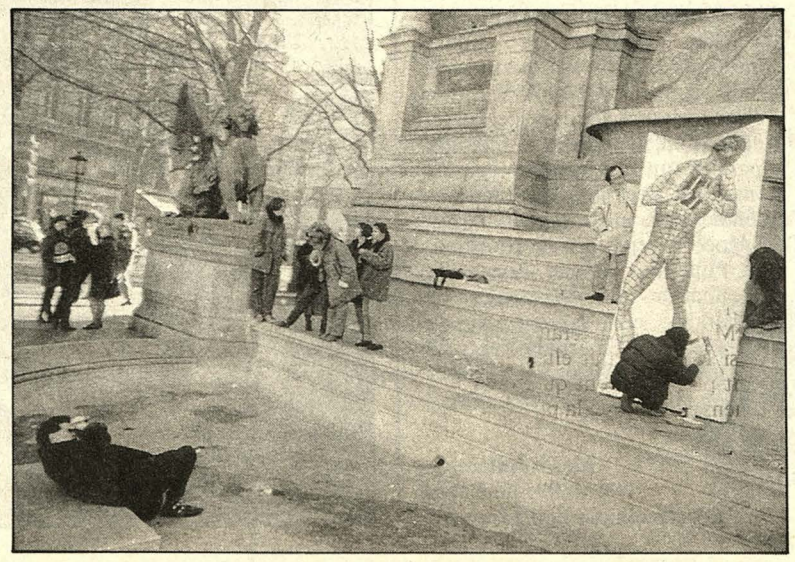
(1) Cf. brochure éditée par le Conseil général du Val-de-Marne vantant les mérites de l'architecture de cette « Maison des travailleurs ».

(2) L'article 48 du règlement intérieur de la confédération CFDT prévoit que : « toute organisation affiliée impliquée dans un conflit avec une autre organisation CFDT peut saisir le bureau national qui tente de rapprocher les points de vue ».

(3) CRC-CFDT : Comité régional de coordination des syndicats Santé-sociaux de la région parisienne CFDT.

Contre la répression

PLACE Saint-Michel, 14 h, samedi 28 janvier, une peinture est déroulée lors d'un rassemblement, je finis de peindre le fusil. Un individu en brique, un fusil brisé à ses pieds, dénonce la répression pour délit d'opinion que subissent les réfractaires à l'abîme de la planète.



Je tourne la page... Après être parti en cavale pendant deux ans (de mai 1987 à mars 1989), je tiens à reprendre ma vie quotidienne et à faire des actions afin que les voix des réfractaires, toujours réprimés, se fassent entendre. La répression est inacceptable et intolérable ; je la refuse et pourtant elle peut s'abattre sur moi, un jour elle agira. Le délit d'insoumission n'est prescriptible qu'à 55 ans. Dans ma vie quotidienne un contrôle est toujours possible, en toute conscience, je tiens à prendre en main, avec d'autres, cette action publique pour dénoncer la répression qui condamne des individus pour délit d'opinion (pour délit d'insoumission, la peine maximale est de 12 mois de prison ferme, pour refus d'obéissance, la peine est de 24 mois ferme, les peines sont confondues, ce qui fait un maximum de 24 mois).

Aujourd'hui la police n'est pas intervenue, le rassemblement s'est autodissous. J'ai pu finir la toile et beaucoup de signatures contre la répression ont été recueillies.

Aujourd'hui, Christophe Albouy, condamné en première instance à 15 mois pour insoumission et refus d'obéissance est incarcéré à Poitiers... A quand la fin de la répression ?

Paul NICCOLLEAU

Christophe Albouy, maison d'arrêt de Poitiers, 209, faubourg du Pont-Neuf, 86036 Poitiers cedex.

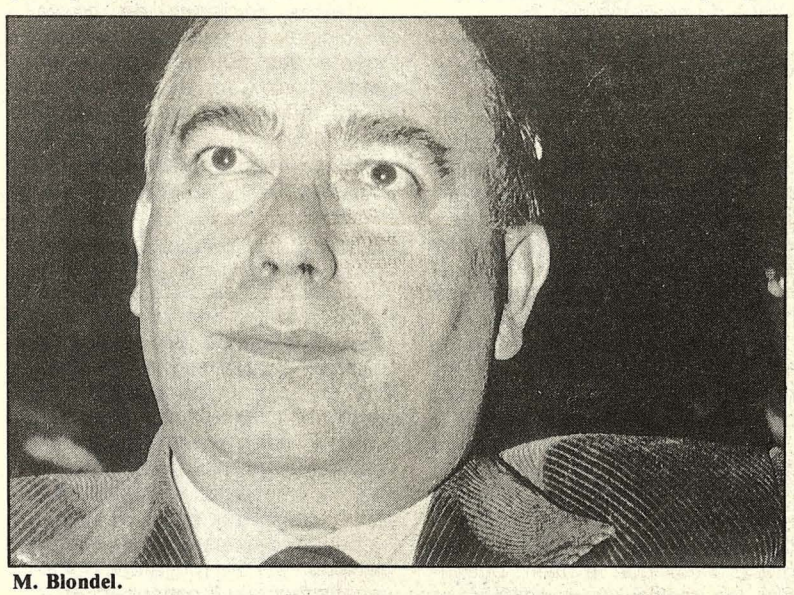
N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

XVIe CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE FORCE OUVRIÈRE

L'état des lieux

LIBÉRATION donnait récemment Force ouvrière comme la première centrale syndicale française en nombre d'adhérents. L'objectif affiché au-dessus de la tribune du congrès de novembre 1984 (« *Reprendre notre place, la première* ») serait donc atteint. A supposer que ce soit vrai, cela va-t-il le demeurer ?

A l'occasion du remplacement du secrétaire général actuel, arrivé au terme de son dernier mandat, une bataille sourde est engagée depuis environ deux ans. Deux candidats s'affrontent, à fleurets mouchetés pour ce qui apparaît sur la place publique.



M. Blondel.

Il n'y aurait aucun problème d'orientation. C'est ce qui était prétendu jusqu'à ce jour de début novembre où un groupe fractionniste de six secrétaires confédéraux a fait savoir à la cantonade qu'il soutenait Claude Pitous. Sur quoi ces beaux esprits s'étaient-ils donc décidés ? Sur la couleur des yeux ? La coupe des cheveux ? La taille du nœud de cravate ? Leur aversion pour les bretelles ?

Tout de même pas. Selon eux, Pitous incarne la continuité de la CGT-FO. Implicitement ce ne serait donc pas le cas de Blondel. Voyons cela de plus près.

Un social-démocrate

Les deux candidats ont en commun d'être des membres de l'appareil confédéral ou d'une fédération depuis de nombreuses années. Ce sont des bureaucrates syndicaux comme on en rencontre dans toutes les organisations de masse du mouvement ouvrier. Que cela plaise ou non.

Jusqu'à ces derniers mois chacun défendait les positions habituelles de la CGT-FO partout où ils avaient à le faire. Un observateur négligent pourrait affirmer qu'ils continuent aujourd'hui.

Marc Blondel s'est porté candidat dans le courant de l'année 1985. Il est membre du Parti socialiste, de même que celui auquel il aspire à succéder et aucun des deux ne s'en cache. Claude Pitous a été propulsé sur le devant de la scène par quelqu'un qui voulait installer un contre-feu politique, comme pour obéir à un ordre reçu. Il affirme n'être affilié à aucun parti et nous n'avons aucune raison de ne pas le croire, mais il est soutenu par plusieurs militants FO qui affichent leur appartenance au PS. Match nul apparent.

Cependant Blondel se réclame de la vieille tradition réformiste social-démocrate, celle de Léon Blum qui soutenait la nécessaire indépendance de l'organisation syndicale par rapport aux partis politiques. Pitous ne remet pas en cause la Charte d'Amiens, mais on peut s'interroger sur la qualité de sa formation de base, notamment de ses réflexes anti-intégrationnistes.

Cela vaut-il la peine de poursuivre cette comparaison entre deux individus ? On n'y trouvera pas les raisons essentielles du conflit, car elles viennent de l'extérieur et dépassent les personnalités des protagonistes. Sauf peut-être, à ambition égale, que Blondel sait pourquoi il se bat, alors que Pitous a été embarqué plus ou moins malgré lui dans les fourgons de ceux qui le soutiennent ; mais il n'en descend pas.

Cette bagarre de moins en moins feutrée a un enjeu fondamental — que les niais refusent de voir et que nient impudemment ceux qui en sont partisans — qui est tout simplement le processus de recomposition syndicale.

Les murs de Jéricho

Les « experts » ont enfin trouvé une solution à ce qu'ils appellent la crise du syndicalisme : puisque les effectifs baissent il devient nécessaire que les centrales dites réformistes se regroupent. Parce que CFTC, CFDT, FEN et FO c'est « caïman » la même chose, n'est-ce pas ? Ah ! que l'arithmétique est belle quand elle sert une escroquerie politique !

Le quotidien *Combat* a publié, cela fait environ vingt-cinq ans, une tribune libre de notre camarade Maurice Joyeux (qui fut longtemps membre de la commission exécutive de l'UD de Paris), critique à l'égard de FO, mais intitulée « *Les murs sont bons* ». Et dans le second tome de ses souvenirs (1), il insiste sur le rôle qu'ont joué les anarcho-syndicalistes pour éviter à la confédération les égarements gauchistes.

Ces murs qui sont pratiquement les mêmes, peut-être un peu renforcés, ce sont eux qu'il s'agit de faire tomber, en remplaçant les légendaires trompettes de Jéricho par des « nouvelles technologies » plus performantes : l'arnaque au « modernisme » portée par l'intox mass-médiatique.

Le secrétaire général sortant, répondant à une déclaration de principes d'une vingtaine de secrétaires d'UD, vient de prétendre dans un édito tonitruant de *FO Hebdo* qu'il n'a jamais rencontré de recomposeurs dans l'organisation. Il a dû passer la revue sans avoir chaussé ses lunettes.

Un peu plus tard, le secrétaire général de l'UD de Paris tapait sur le même clou dans son journal, mais en essayant ouvertement de maquiller les brèmes puisqu'il mêlait la CGT (!) au problème de la recomposition. Celui-là — qui s'est acquis une bonne renommée à la de Closets en lançant la formule « *Ne pas camper dans la tranchée des avantages acquis* » — s'il n'est pas un recomposeur va bientôt passer pour le « canada dry » de la recomposition : il semble bien en avoir le goût, l'odeur et... l'appât rance.

Un homme de l'ACO

Et du côté de la fédération de la métallurgie, n'y aurait-il rien à voir ? On s'aperçoit de plus en plus que son secrétaire général est d'abord un militant de l'Action catholique ouvrière (ACO). Cela relève de sa liberté, de ses droits. Il en use joyeusement pour piétiner la laïcité affichée par FO, en versant des fonds à des écoles confessionnelles... comme ce chien de leurs écritures saintes qui ne sait que retourner à son vomissement.

En toute logique, cette fédération donne la priorité au « syndicalisme d'accompagnement » — c'est-à-dire aux négociations à partir de « revendications » patronales — qui est une caractéristique de l'idéologie de la recomposition. Patient, comme tous ses congénères, il s'est remis de l'échec des négociations sur la flexibilité fin 1984 et du refus de signer le texte sur la modernisation des entreprises fin 1988. Il attend son heure... et il sait qu'elle arriverait rapidement si Pitous devenait secrétaire général.

De très mauvaises langues vont jusqu'à laisser entendre que du côté du CNPF, particulièrement à l'UIMM, on s'inquiéterait de sa stabilité si Blondel était élu ; mais ce ne sont probablement que des vilenies mensongères, de la pure calomnie.

Comme ses compères cléricaux de l'appareil CFDT, il constitue un corps étranger au mouvement ouvrier authentique. Il vient d'ailleurs. Et souhaite certainement y retourner en entraînant du monde.

Du fédéralisme jésuite

Au service de cette stratégie, il use de tous les moyens du jésuitisme. Sachant que le « chef », aidé de son trésorier, s'occupait à essayer de circonvenir la plupart des secrétaires d'UD afin qu'ils votent Pitous au CCN du 4 février, il s'est fendu d'une circulaire, qu'on croirait peaufinée dans une sacristie, pour adjurer les militants de sa fédération de ne pas peser sur les décisions à prendre dans les départements. Au nom de quoi ? Ben

Claude Pitous.

voyons... du fédéralisme ! Encore un ratichon (comme disait savoureusement Pouget) qui voudrait nous faire croire que Fernand Pelloutier confondait fédéralisme et principe de subsidiarité. Car nous n'oublions pas que, dans l'histoire du mouvement syndical français, les structures interprofessionnelles sont nées dans la Fédération des Bourses du travail.

Le fédéralisme impliquerait-il qu'on doive changer d'opinion sur le même sujet selon qu'on a à se prononcer dans la structure professionnelle ou dans la structure interprofessionnelle ? Pour battre les jèzes sur le terrain des manœuvres bureaucratiques, il faut vraiment se lever tôt. Car, cela coule de source, les pressions exercées par le « patron » ne relevaient pas du « centralisme démocratique ». Pour les dénoncer, on attend toujours une déclaration musclée des prétendus fédéralistes. Mieux vaut en rire.

Cette empoignade autour des unions départementales n'est pas que formelle : le CCN est constitué de 33 fédérations disposant chacune de 103 voix et de 103 UD disposant chacune de 33 voix. La majorité absolue est donc de 3 400 voix. Vingt fédérations (représentant approximativement 75% des adhérents) s'étant ouvertement prononcées pour Blondel, il s'agissait d'empêcher qu'au moins 41 unions départementales fassent de même.

Selon les pointages les plus récents, à moins d'un coup tordu de dernière heure, la manœuvre a échoué : le nombre d'UD favorables à Blondel dépasse maintenant la cinquantaine. Mais lorsque l'artisan principal de la manœuvre — dont on est en droit de se demander s'il n'a pas rallié honteusement le brain-trust de la recomposition — devient de plus en plus caractériel sur ses vieux jours, on peut s'attendre à beaucoup, par exemple à un trucage du scrutin.

Recomposition, acte II

Il laissait entendre, il y a peu, qu'il envisageait d'être le rapporteur de la résolution générale devant le congrès. Que ce soit contraire aux usages de la confédération n'a que peu d'importance, mais cela montre la volonté de contrôler absolument le contenu d'un texte souhaité aussi invertébré que possible pour laisser les mains libres à une coterie prête à tous les reniements.

Basta ! Nous ne nous intéressons pas au choix entre deux individus : même si chacun de nous est irremplaçable, nous finissons tous par remplir les cimetières. En revanche, nous nous intéressons bougrement au choix entre deux politiques syndicales.

L'idée de la recomposition traîne depuis de nombreuses années. Son objectif est de construire une organisation réformatrice — donc antiréformiste — qui participerait aux décisions dans les entreprises et dans certains rouages de l'Etat, selon le schéma traditionnel du christianisme social, et qui serait seulement concurrencée par une CGT qu'on espère marginaliser de plus en plus.

Sous l'impulsion concertée de la fraction la plus influente du patronat et de la chienlit cléricale — dont le Premier ministre actuel est un honorable représentant — qui a envahi le Parti socialiste principalement par l'intermédiaire de l'appareil CFDT, l'idée entre peu à peu en application.

Le premier acte important observé, c'est le « nettoyage » organisé systématiquement dans la CFDT avec l'aide des directions d'entreprises, caractéristiques du cynisme des totalitaires cléricaux.

Le second acte important doit être la prise du pouvoir dans Force ouvrière par les partisans de la recomposition. Or tout esprit sain disposant de la plénitude de ses moyens ne peut qu'y faire un constat : tous ceux qui soutiennent Blondel refusent la recomposition et la plupart sont prêts à se battre contre elle, alors que Pitous est le cheval de Troie choisi par les recomposeurs et ils ont réussi à attirer dans leur sillage une bonne partie de ceux qui ne savent généralement pas voir les dangers cachés derrière une phraséologie trompeuse.

Cependant, même si c'est Blondel qui l'emporte, la bataille autour de la recomposition continuera par d'autres moyens à l'intérieur et à l'extérieur de la CGT-FO. Nous n'avons pas fini d'y participer, car elle va marquer l'histoire du mouvement ouvrier français et européen durant les prochaines décennies.

Denis TEXIER

Il existe des « recomposeurs » dans FO

Le débat sur la « recomposition syndicale » serait un faux débat. Mais les affirmations ou les négations ne suffisent pas. Pour ceux qui s'en souviennent, la Fédéchimie a connu un responsable qui, deux mois avant de rejoindre la CFDT, en disait pis que pendre et s'indignait qu'on puisse le soupçonner d'en être un agent. Nous sommes payés pour savoir que les orientations se dévoilent par les actes plus sûrement que par les paroles. Il ne fait pour nous aucun doute qu'autour de Pitous se regroupent, pour les fédérations notamment, des camarades proches des thèses CFDT. Il suffit d'examiner certains « accords » pour s'en convaincre : flexibilité, travail de nuit des femmes, suppression de la prime d'ancienneté, etc. L'âpreté et même la méchanceté mises dans leur combat pour la conquête de la confédération ne sont d'ailleurs pas sans rappeler les méthodes CFDT auxquelles nous sommes habitués.

Il est évident, comme nous l'avons toujours dit, que nous n'assistons pas à un « combat de coqs », mais à un affrontement entre deux conceptions opposées du syndicalisme. On ne pourra pas nous convaincre du contraire, d'autant que les moyens mis en œuvre interdisent la moindre confiance envers ceux qui sont capables de les utiliser.

(Extrait d'une circulaire de la Fédéchimie adressée à tous ses militants et à toutes les UD et fédés CGT-FO)

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

LE SERVICE PUBLIC

Municipalités et privatisations

Si le gouvernement Chirac a mis à la mode la vente à de grands groupes privés de services publics nationaux, la politique de privatisation des activités municipales fonctionne bien plus discrètement et depuis bien plus longtemps, sans que l'un ou l'autre des clans politiques ne soit épargné.

Des mairies travaillistes anglaises (Liverpool, par exemple) se sont signalées en vendant tout et n'importe quoi aux investisseurs étrangers (des locaux scolaires, par exemple) sous forme de crédit-bail permettant d'emprunter à long terme. La France, elle, connaît des passations de pouvoir beaucoup moins symboliques.

Le Service public

D'une manière générale le Service public — surtout local — se caractérise par une relation directe entre l'utilisateur (qui paye par l'impôt ou à l'utilisation) et le producteur (fonctionnaire local ou national). A cela, il faut ajouter une notion importante d'utilité, pas forcément mesurable : l'amabilité ou la rapidité dans les services administratifs ou la qualité de l'entretien quotidien des routes, du réseau d'eau, etc.

Traditionnellement, le Service public recherche d'abord la compétence, l'efficacité, l'utilité. Sans considérer la rentabilité comme un de ses buts prioritaires, la notion même de bénéfice étant d'autant plus invraisemblable. Pour le Service public, l'unique but étant de satisfaire l'intérêt général, il peut être parfaitement normal de fonctionner à perte ou de façon gratuite. C'est une nouvelle manifestation de nos esclavagistes modernes que de vouloir en faire payer le coût par l'usager et non par la collectivité.

La première entorse à cet équilibre se situe au moment où, croyant à un bref passage d'une « crisette », les politiques ont commencé à embaucher dans les mairies dans l'espoir de faire sortir quelques chômeurs des listes de l'ANPE. Le but avoué était de mettre en place une société de service destinée à prendre le relai de la société de production dont l'essoufflement était manifeste.

Mais le retour dans les municipalités de la droite et du « libéralisme » a rapidement brisé ces illusions. Les plus modérés de ces « décideurs » ont alors introduit la notion de rentabilité, imposant aux communes une gestion du type entreprise privée.

Arrêtons-nous un moment sur cette étape importante de la remise en cause du fonctionnement communal : le but avoué est donc de diminuer le personnel et d'accroître la productivité.

Malheureusement, dans la pratique, les suppressions de postes sont arbitraires, réalisées au gré des départs en retraite et des personnels non remplacés. L'alibi favori est la mise à plat du fonctionnement des services dans l'esprit d'en comprendre le fonctionnement. C'est l'heure des « budgets base zéro » ou des « organigrammes objectifs ». Le tout, à l'intérieur des cadres hiérarchiques traditionnels, en évitant de heurter des susceptibilités haut placées, les cadres étant considérés comme compétents « a priori ».

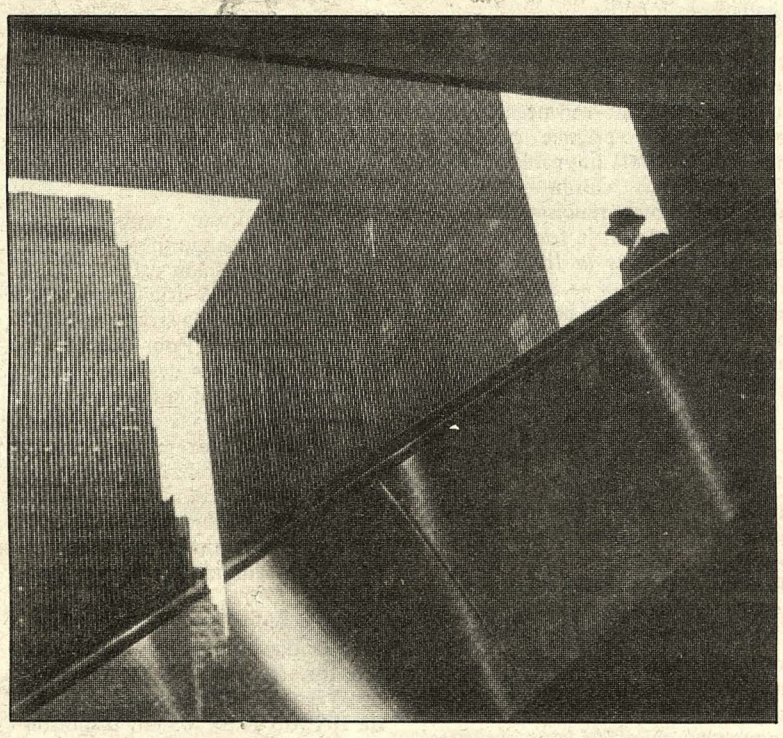
Bien entendu, ce mélange d'idéologie et de connaissance partielle ou partiale de l'outil de travail donne un nouveau mode de fonctionnement aberrant, défavorable à la fois à la population et aux salariés. L'introduction de bacs collectifs pour les ordures ménagères permet ainsi de faire une partie du travail confié autrefois aux éboueurs.

S'il était possible, à une certaine époque, de considérer que l'implication des salariés dans la marche du service (choix du matériel, meilleure organisation du travail, etc.) rendait service à la population, ces temps sont révolus. La collaboration des salariés est désormais requise pour amputer des pans des activités communales et réduire le rôle des agents. Mais des cerveaux encore plus inventifs ont découvert que « la commune doit faire faire plutôt que faire elle-même ».

- des sociétés de communication (câble) et de gestion des parcs de loisir ;
- l'élimination et la valorisation des déchets (usines d'incinération), la propreté urbaine ;
- la distribution et la gestion d'énergie (réseaux de chaleur, gaz) ;
- les transports en commun ;

Privatisations

Cela tient de la volonté de briser les statuts du personnel et de la lâcheté politique. En se basant sur des arguments a priori exacts : baisse de la taxe professionnelle du fait du chômage, décentralisation politique non suivie de décentralisation financière, etc. Les managers municipaux ont découvert que pour s'offrir à boire, il suffisait de tuer la poule aux œufs d'or. En vendant leurs services au



privé, ils se débarrassent en effet de charges immédiates (frais de personnel, gestion quotidienne, etc.). Mais ils se privent aussi de rentrées d'argent et surtout du contrôle sur les services rendus à la population.

Mais cette volonté de bénéficier immédiatement d'un ballon d'oxygène va dans la plupart des cas servir à « personnaliser » la gestion communale : le maire « moderne » se veut avant tout un chef politique, qui laisse la gestion du quotidien à d'autres — même si ceux-ci s'engraissent au passage.

Une société privée, ce n'est un mystère pour personne, a pour but de faire le maximum de bénéfice possible. Ce n'est donc ni la qualité, ni la prise en charge des besoins de la population, ni l'emploi. Cet état de fait est d'autant plus net dans le cas qui nous intéresse que, généralement, la gestion privée des besoins ou d'équipements publics est soumise à de véritables monopoles.

L'exemple le plus parlant est certainement celui de l'eau. Environ un tiers des 36 000 communes françaises font gérer leur service des eaux (production ou distribution) par le privé. Ce privé est en réalité presque exclusivement constitué de deux grands groupes : la Lyonnaise et la Générale des Eaux. Auxquels il faut ajouter la plus modeste, SAUR, filiale du groupe Bouygues. Les mastodontes — à travers leurs filiales de distribution d'eau — se partagent en fait un marché extrêmement profitable.

Chacune possède son aire géographique d'influence. A quelques rares exceptions, la concurrence est quasi inexistante : la privatisation du service des eaux de la ville de Paris a laissé à chacun des deux monstres aquatiques... l'une des rives de la Seine. La volonté de libéralisme économique est tellement inexistante que, de temps en temps, une condamnation pour entente illicite vient troubler la quiétude. Cette situation est encore renforcée par les temps très longs (jusqu'à 25 ans) consentis pour les affermages ou les concessions.

Enfin, mais ce n'est pas le moins inquiétant, ces sociétés pratiquent des diversifications qui leur permettent de répondre pratiquement à tous les besoins des municipalités : une fois le doigt dans la privatisation, c'est bientôt le corps tout entier qui est prêt à être englouti.

Prenons la Compagnie générale des eaux. Elle propose :

- le mobilier urbain (Decaux) ;
- les travaux publics (Campenon Bernard, usine de la Hague) ;
- le traitement des eaux usées ;
- les maisons individuelles (Phénix) ;
- un éclairage public et la signalisation urbaine, etc.

Ne vous en faites pas : les manquants de la liste sont sûrement des filiales de la Lyonnaise.

Les méthodes de gestion des services sont simples. Comme on est un monopole et qu'il convient de s'en tirer à moindre frais de fonctionnement, peu importe que les rues soient moins éclairées, que les prix augmentent (+ 28% pour l'eau à Nîmes), que l'épaisseur de bitume soit insuffisante ! Sans oublier l'astuce suprême : placer l'argent de l'usager pour obtenir un rendement maximum. Le but premier n'est plus de produire un service, de satisfaire par exemple le buveur d'eau, mais de lui soutirer le maximum d'argent pour le placer au mieux. Le service rendu n'est donc qu'un alibi pour collecter les sommes nécessaires à l'épargne. Il s'agira donc d'en faire juste assez pour faire taire les plus mécontents.

Ceci dit, il faudrait être exagérément naïf pour croire que les privatisations ne sont que l'expression de choix de gestion. Les campagnes municipales coûtent de plus en plus cher et les entreprises bénéficiaires se montrent, on le sait, compréhensives. Mais ce même maire, véritable otage de ses services privatisés, n'a plus qu'un rôle décoratif : quel pouvoir peut-il avoir quand un grand groupe contrôle l'ensemble de l'aménagement et de la maintenance d'une commune ?

Défense du consommateur et des salariés

Pour prévenir les risques de privatisation, l'attitude des syndicats a longtemps été de tenter d'améliorer la qualité et le coût du service pour « prouver que le public est aussi efficace que le privé ». Il faut dire que la hargne des élus n'a d'égale que leur mauvaise foi : on a vu l'un d'entre eux comparer le prix au m² d'un mur peint au rouleau et de tuyaux peints au pinceau !

Mais l'argument de la qualité du service est désormais dangereux : c'est justement les services les mieux gérés et les plus efficaces qui sont vendus en premier ! C'est grâce à eux que le maire obtiendra les meilleures conditions et attirera le client.

La tactique qui peut être payante, consiste en l'élaboration **avant** tout projet de privatisation, d'une réflexion cohérente sur le fonctionnement des services par les salariés eux-mêmes : faire le bilan de ce qui existe (personnel, installations, etc.), établir des propositions concrètes aussi précises que possible, analyser les faiblesses, ce qui peut être amélioré. Et diffuser aussi massivement que possible ces documents à la presse, aux groupes de pressions, à l'interprofessionnelle. Car ce n'est pas lorsque la privatisation tombe que l'on peut espérer convaincre toute une population.

Pourtant, dans ces conflits, la mobilisation du personnel est en général importante : inquiétude sur les conditions de travail, l'emploi, la qualification, le sens même de son travail. Cette mobilisation peut prendre toutes les formes possibles : du seul aspect juridique et procédurier jusqu'à la violence ; il faut bien reconnaître que la violence seule ne donne pas forcément des résultats satisfaisants.

Pour dépasser cet isolement, la seule issue est une collaboration étroite entre les salariés et la population. Mais c'est justement là que le bât blesse. Si le travail n'a pas été préparé à l'avance, les délais risquent d'être extrêmement courts pour sensibiliser les usagers. D'autant que dans notre entourage, les organisations de consommateurs sont souvent squelettiques, mal préparées ou trop spécialisées. Tout le poids des habitudes de passivité et de désintérêt de la population devra pourtant être secoué si l'on veut aboutir.

Et l'enjeu est de taille. Géré par le privé, le « Service public » n'est plus qu'un trompe-l'œil : monopole évident, le jeu de ping-pong des responsabilités (le maire, la société, le « siège » s'il s'agit d'une entreprise importante), rentabilité maximum du personnel et des matériels. La situation est, de fait, impossible à gérer collectivement ? Et comment les regrouper ? En créant des associations de buveurs d'eau ou de piétons nocturnes ?

Si l'usager est floué, l'électeur n'est jamais traité avec plus de considération. Dès qu'un dossier est tant soit peu contesté, on peut parier que la démocratie sera préalablement assommée et enfermée dans un placard à balais repéré à l'avance.

Ainsi, en cas de privatisation « à la hussarde », comme cela se passe dans la plupart des cas, seul le maire et quelques hommes sûrs suivent le dossier d'un bout à l'autre. Seule la discipline de vote, le désintérêt, voire la peur véritable qu'inspire le maire expliquent certaines décisions de conseil municipal. En fait, c'est la réalité même des conseils qui est en cause : vote sur des projets qui n'ont même pas été lus par les élus, absence de maîtrise sur les enjeux réels, méconnaissance des données techniques et financières.

Quel service public ?

La notion de Service public telle que nous la décrivions en début d'article est parfaitement compatible avec notre conception de société égalitaire et libertaire. Que ce soit dans l'immédiat ou dans l'avenir, il appartient aux anarchistes de lutter pour un service à la population digne de ce nom.

Encore devons-nous mener une réflexion sur les moyens à donner à cet aspect du fonctionnement de la société. Il est clair que le financement doit être réellement public et nous ne pouvons admettre des idéologues grand genre qui, sous prétexte de modernité, veulent revenir au bon temps où les « utilisateurs étaient les payeurs ». C'est-à-dire renvoyer de fait au domaine **privé** ce qui touche aux fondements mêmes du collectif et du social.

De même, nous devons refuser cette logique qui, au nom de la pure rentabilité, veut restreindre le domaine d'intervention du Service public. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut faire des contribuables des assistés : « *Avant on ramassait les détritus qui trainaient devant chez soi. Aujourd'hui on appelle l'éboueur* », disait il y a peu un éditorialiste. Peut-être, mais ce problème est plus lié à la perte de l'identité sociale et d'une cohérence communautaire que du simple domaine d'un Service public qui serait devenu envahissant.

Mais nous pouvons voir qu'à l'évidence, il existe un écran entre les usagers et les exécutants : les élus. De droite ou de gauche, ils décident selon des choix arbitraires, voire personnels, de l'aménagement du territoire, de l'habitat, des transports, etc. Les administrés sont donc ballotés d'un bord à l'autre, délestés de leurs impôts sans en avoir le moindre contrôle. Et six ans (durée d'un mandat municipal) c'est long quand le maire se conduit comme un hobereau tout-puissant. Les ravages de l'aménagement du territoire sur la ville de Paris, ou le gaspillage démagogique des « caninettes » prouvent assez les dégâts que peut occasionner un maire.

C'est pourquoi, le rôle des libertaires doit être d'informer, de motiver la population sur la gestion quotidienne de son espace de vie. C'est le B-A-BA de la gestion directe telle que nous la concevons. En faisant toucher du doigt à nos voisins l'aspect le plus concret d'une gestion politique et de l'intérêt à y regarder de plus près, nous pouvons construire une base solide pour nos propositions.

R. LE Y.

TÉMOIGNAGES

J'ai rencontré la « zone »

IL est 6 h 30, dans une cage d'escalier de parking souterrain, deux flics, deux vigiles accompagnés de l'inévitable chien de garde distribuent coups de gueule, de pied : « *Allez debout, c'est l'heure...* ». L'heure de quoi ? De laisser sa place, de retourner au froid ; avec lui une certaine tolérance s'est installée à l'égard des SDF (sans domicile fixe) : on les tolère durant la nuit, les laisse dormir au chaud. Ils sont des centaines à Paris — et ailleurs — de tous âges, toutes origines raciales, sociales ou professionnelles à « zoner ».

Pas de boulot, pas de chômage, pas d'aide ; les petits vols, les contrôles, les arrestations et surtout la grande misère sont leur lot quotidien.

La réponse des pouvoirs publics ? Le ramassage par les « Bleus ». Conduits à Nanterre, ils ont droit à la douche, au repas chaud et à un hébergement très provisoire, ils seront « remis en liberté » sans pour autant que l'on ait tenté de résoudre leurs problèmes.

Vrais invalides, faux handicapés, la plupart ayant connu la prison, ne voient, pour soulager — oublier — leur misère, que l'usage de l'alcool, voire de la drogue (douce dans 90% des cas). Vous les connaissez, combien de fois avez-vous été abordés ? « *T'as pas cent balles ?* »... Il leur arrive de voler un portefeuille, une valise ou encore, plus souvent, de la nourriture dans des supermarchés. Mais qui, des pouvoirs publics, de nous, leur offre le moyen de faire autrement ? Personne ! Ils ne peuvent même pas toucher le RMI faute d'avoir une adresse, et puis 2 000 F par mois ce serait quoi pour eux ? Pas de quoi prendre un logement, ni de se nourrir... encore moins les deux à la fois !

Certains essaient de s'en sortir en vendant diverses choses à la sauvette, ou encore en jouant de la musique dans les couloirs et les rames du métro, les restos... Ces moyens leur permettraient de vivre, si la RATP ne les rackettait pas avec l'accord des autorités de 6 000 F par mois, l'autorisation d'installer un « banc » de fruits (alors que les boutiques aménagées coûtent deux fois moins !). Les dossiers traînent parfois 5 à 6 ans. En l'attente de l'autorisation, ce sont deux à trois contraventions de 400 F chacune par jour qui sont infligées aux « illégaux ».

Mieux que tout discours, la retransmission fidèle d'entretiens avec des « zonards » permet de se faire une idée de ces gens qui parfois nous effraient.

Francis, 56 ans, est handicapé, il dort dans la cage d'escalier d'un parking souterrain, « surveille » les pertes de « valeurs » en gare, dans le métro, vole à l'étalage sa nourriture, ne fait pas un repas chaud par semaine.

— **Nino :** *Tu as des diplômes ?*

— **Francis :** Oui, le BEPC et un brevet supérieur de droit commercial.

— **N. :** *Quel a été ton trajet professionnel ?*

— **F. :** A la sortie de l'école, j'ai été coursier et, progressivement, je suis arrivé au poste de chef de service commercial d'une société d'import-export à Alger. J'ai été alors appelé sous les drapeaux, j'ai fait les EOR et suis sorti, au bout de 18 mois, lieutenant de réserve, puis on m'a rappelé pour 40 mois. Après, j'ai réintégré la société, je fus muté à Oran. En 1963, j'étais directeur administratif avec un salaire de 4 000 F plus des avantages (équivalent de 30 000 F actuels, NDA). C'est alors que je suis venu sur le continent, à Toulouse, en raison de la « réputation » des pieds-noirs, on m'a refusé à l'Aérospatiale.

En 1964, j'ai eu un grave accident ; immobilisé trois mois, j'en suis ressorti avec une jambe raide. Toujours à Toulouse, j'ai trouvé un emploi dans une fabrique de poupées : réorganisation de la boîte, 55 heures hebdomadaires pour 550 F par mois (équivalent du SMIC, NDA). J'ai demandé une augmentation, on me l'a refusée alors j'ai démissionné. En 1965, je suis venu à Paris où, par agence, j'avais trouvé un job chez un tourneur de spectacles durant trois mois. Je devais mettre en place son fichier, il me donnait 8 00 F par mois, plus repas, plus logement.

La même année, j'ai pris une place à Rognes (Bouches-du-Rhône) de moniteur dans un centre ouvert de réinsertion pour les fins de peines de longue durée. J'ai tenu jusqu'en 1969, je gagnais 1 000 F par mois plus quelques avantages.

En mai 1969, j'ai galéré pendant deux à trois mois à Paris avant de trouver un autre emploi à la fin de 1969 dans une entreprise de conditionnement d'air (gestion du personnel et du matériel). Mon salaire était de 7 000 F jusqu'à 11 200 F par mois, plus voiture, plus frais. En 1981, il y a eu une fermeture économique, j'ai touché de l'Assédic 7 400 F par mois pendant six mois, après ce fut le tarif dégressif, en 1983 je n'avais que 420 F par mois.

— **N. :** *Tu cherchais du boulot ?*

— **F. :** Oui, mais l'âge et mon handicap me faisaient refuser partout (cheville bloquée par calcification, handicap non reconnu, NDA). En fait, je « zone » depuis 1981.

— **N. :** *C'est quoi la « zone » ?*

— **F. :** Une malédiction, je ne l'ai pas voulue. Si, à l'époque, la loi Quillot était passée, j'aurais pu garder mon logement et donc, sans doute, plus de punch pour rechercher un boulot.

— **N. :** *Tu as démissionné dans la recherche d'emploi ?*

— **F. :** Ben oui, un ami m'entraînait pour courir les annonces, je me suis présenté dans plein d'endroits. Tu as eu une réponse toi ? Moi jamais...

— **N. :** *Tu as déjà relancé deux fois la même boîte ?*

— **F. :** Non, au fur et à mesure, j'ai laissé tomber... à chaque fois on me parlait de mon âge.

— **N. :** *Aujourd'hui, quelle est ta situation ?*

— **F. :** Pas changée depuis sept ans : je « zone » !

— **N. :** *Concrètement, c'est quoi la « zone » ?*

— **F. :** C'est apprendre à se démerder par n'importe quel moyen — j'insiste — n'importe quel moyen.

— **N. :** *Un exemple ?*

— **F. :** Tu le sais bien... si je trouve un portefeuille, je garde l'argent et jette les papiers dans une boîte aux lettres.

— **N. :** *Tu es prêt à voler ?*

— **F. :** Ben oui, je vole ma bouffe, mes vêtements, des objets de toilette ou pour les revendre.

— **N. :** *La prison ?*

— **F. :** Je n'en ai pas fait.

— **N. :** *Tu en as peur ?*

— **F. :** Oh oui !

— **N. :** *Mais cela ne t'empêche pas de voler ?*

— **F. :** Faut bien que je vive... et encore je ne suis qu'un petit voleur.

— **N. :** *Ton souhait en cette période de nouvel an ?*

— **F. :** Trouver un job d'archiviste.

— **N. :** *Et la limite ?*

— **F. :** Je ne vois pas... je suis devenu fainéant... la « zone », ça rend flemmard...

— **N. :** *C'est la chute sans fin ?*

— **F. :** Ben oui, mais... Ah, j'espère toucher le RMI.

— **N. :** *Tu crois que 2 000 balles, ça va être la panacée ?*

— **F. :** Ah non, faut pas déconner... D'abord je ne les ai pas encore !

— **N. :** *Ça représente quoi 2 000 F par mois pour toi ?*

— **F. :** Disons un « à-côté » mais rien : aujourd'hui la moindre chambre coûte 80 à 90 F par jour plus la douche, ça fait donc moins de vingt jours de logement mais après ? Faut bouffer !

— **N. :** *Le « traitement social de la misère » te convient-il ?*

— **F. :** S'ils veulent appeler ça comme ça, moi je veux bien... mais il vaudrait mieux appliquer des réformes sur l'emploi : par exemple, supprimer les sociétés d'intérim parce que c'est l'exploitation de la précarité de l'emploi.

— **N. :** *La misère, tu connais, elle existe ; nous sommes sur le point de fêter le bicentenaire de la Révolution et de la déclaration des Droits de l'homme. Ça t'inspire une réflexion ?*

— **F. :** On a pris une Bastille pour en créer quarante à la place !

— **N. :** *Un exemple ?*

— **F. :** La fonction publique... ce sont les privilèges, la Bastille c'est le 14 Juillet, l'abolition des privilèges c'est le 4 Août, mais on a réinstitué le « privilège » ; un fonctionnaire titularisé a droit à 90 jours à 100% en maladie, plus la sécurité de l'emploi alors que le « vulgaire pékin » n'a rien de tout ça : 42 F par jour... Donc 1789, ça revient à dire « *Ôte-toi de là que j'm'y mette* ».

— **N. :** *Une dernière question, le racisme ?*

— **F. :** Le racisme découle du chômage, de l'urbanisme, des problèmes divers, quand tout va bien il n'y a pas de racisme.

— **N. :** *Tu es raciste ?*

— **F. :** Non, j'ai vécu avec et chez des Arabes, j'ai des amis noirs, laotiens... je ne crois pas être raciste.

Daniel, 33 ans, aucun diplôme, aucune réelle formation, mais diverses connaissances professionnelles : mécanique, bâtiment, cuisine.

— **N. :** *Depuis combien de temps « zones-tu » !*

— **D. :** Douze ans, par intermittence.

— **N. :** *C'est quoi la « zone » ?*

— **D. :** En chier sur tous les plans : logement, financiers, moraux, physiques, mais il faudrait que tout le monde y passe pour savoir ce qu'il en est.

— **N. :** *La prison ?*

— **D. :** J'en ai fait deux ans pour vol.

— **N. :** *Mieux vaut la « zone » ou la « taule » ?*

— **D. :** La « zone ».

— **N. :** *Pourquoi la « zone » plutôt que la « taule » ?*

— **D. :** La « zone » on peut s'en passer, en sortir, tu me diras la prison aussi mais ce n'est pas pareil...

— **N. :** *1789-1989, c'est quoi pour toi ?*

— **D. :** Rien à foutre, c'est toujours la même chose ; on est toujours obligé de payer des impôts, sauf que ce ne sont pas les mêmes qui encaissent. Avant c'était le roi maintenant ce sont les républicains...

— **N. :** *Ton souhait en ce début d'année ?*

— **D. :** Vivre le mieux possible, avoir un toit, un travail, etc. Etre heureux quoi !

William, 22 ans, Bac, homo, de petits boulots, en galère il devient « zonard ».

— **N. :** *C'est quoi la « zone » ?*

— **W. :** C'est la rue, la route, les galères, c'est se démerder 24 heures sur 24.

— **N. :** *Comment tu en es arrivé là ?*

— **W. :** Le laisser-aller, l'homosexualité.

— **N. :** *J'ai l'impression que tu assumes mal ton homosexualité ?*

— **W. :** C'est difficile sur le plan financier, et puis je suis passif... mais pas maso.

— **N. :** *Tu te prostitues ?*

— **W. :** Quelques fois.

— **N. :** *Par goût du lucre pur, par nécessité ?*

— **W. :** (...)

— **N. :** *Le bicentenaire, ça représente quoi pour toi ?*

— **W. :** Des fêtes... je pense que les « Droits de l'homme » existent, mais je n'en ai pas eu de réelles preuves.

— **N. :** *Ton souhait le plus cher ?*

— **W. :** Un peu de liberté, du fric, la liberté sexuelle n'existe pas, j'ai subi la répression, j'ai été arrêté, gardé à vue sans autre motif que ma « drague », il m'est souvent arrivé de rencontrer le racisme sexuel, mais je n'ai pas encore été bastonné.

Tant d'autres « zonards » rencontrés, beaucoup ne veulent plus répondre aux questions échaudés qu'ils ont été par certains journalistes, qui leur ont promis de prendre fait et cause pour eux dans leurs articles pour titrer : « *Les zonards : des revenus formidables ; certains gagnent jusqu'à treize millions par mois* »... Tous avouent leur désir et leur impossibilité d'en sortir, tous ont « x » exemples de gars qui ont cru s'en sortir et qui sont à nouveau dans la « mouscaille » (sic), quelle peut être notre réponse à leurs questions et demandes non formulées ?

NINO

N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

POLOGNE

Renouveau syndical : document

En complément de l'article paru dans le dernier numéro du *Monde libertaire* (n° 736 du 26 janvier 1989), nous publions cette semaine la traduction de la déclaration déposée le 18 décembre dernier par le groupe de travail au sein de la KKS (Commission nationale de Solidarnosc). Il s'agit, rappelons-le, d'une structure concurrente au « cabinet bis » mis en place par Walesa ; elle manifeste la vivacité de l'opposition syndicaliste contre la dérive politicienne et les compromis systématiques du leader de Solidarnosc. Ce texte est publié dans le numéro spécial du bulletin de *Solidarité Combattante - Trojwiasto*, en date du 10 janvier 1989.

PATRICK

ACTUELLEMENT, NSZZ Solidarnosc est confronté à une situation nouvelle et très difficile. Devant nos yeux, se déroule le partage du patrimoine géré par la nomenklatura, qui passe de l'état de propriétaire collectif à l'état de groupes de propriétaires privés. Cela se produit tandis :

• que croît l'exploitation des travailleurs et que se dégradent violemment le niveau et la qualité de vie ;
• qu'une inflation galopante vide de sens le travail, approfondit le chaos économique, rend plus difficile la formulation d'objectifs économiques ;
• que s'accentue la dépendance de l'économie envers l'URSS ;
• que l'on pille les richesses naturelles et l'environnement ;
• que le pays est dépouillé de la nourriture (des pommes de terre ont été exportées vers l'URSS) et des produits de consommation de base, ainsi que des produits indispensables au fonctionnement de l'industrie, par exemple l'acier.

Profitant de la misère et de l'impuissance des travailleurs, profitant des privilèges, du chaos juridique et financier, sous la protection de la police, du gouvernement et des comités du parti, une nouvelle classe de propriétaires, de spéculateurs et de purs malfaiteurs s'enrichit.

Solidarnosc est divisé entre :

• ceux qui ont cru Lech Walesa et qui tendent à organiser des syndicats autonomes dans chaque entreprise ;

Attaque d'une colonne motorisée de la milice par des manifestants, Gdansk.

• ceux qui sont restés fidèles à Solidarnosc.

La société est divisée entre :

• ceux qui se sont subordonnés au pouvoir, ne voyant pas d'autre issue ;
• ceux qui s'opposent au pouvoir mais qui ne trouvent pas de méthodes efficaces, d'objectifs réalistes ni de soutien.

Dans cette situation, nous considérons que pour les travailleurs et la crédibilité du syndicat « Solidarnosc », il est indispensable de concentrer toutes les forces pour la défense des intérêts économiques des travailleurs.

Nous proposons :

1. De lutter pour des augmentations maximales de salaires partout et dès que cela est possible, puisque nous n'avons aucune influence sur les prix. Nous n'avons pas non plus d'influence sur les dépenses (par exemple d'armement) et les gaspillages du gouvernement. De plus, une lutte pour les salaires sur la base de 8 heures serait plus efficace si, simultanément, on parvenait à organiser un refus solide des travaux supplémentaires et des heures supplémentaires.

2. De collecter et publier des informations sur :

• la répression pour activité syndicale ;
• les exportations de matière premières et d'énergie, de produits industriels, de main-d'œuvre ;
• la part des salaires dans le prix de revient des produits ;
• qui est réellement propriétaire des sociétés et firmes privées, à qui sont transmises les entreprises liquidées.

3. D'organiser des groupes syndicaux dans les sociétés, les coopératives et les firmes privées, qui entreprendraient la lutte pour la journée de travail de 8 heures, pour les conditions BHP (Sécurité et hygiène au travail, NDT), pour les droits des travailleurs et les prestations sociales. Ces groupes doivent agir clandestinement et mener des actions bien pensées, car la dépendance du travailleur envers l'employeur est plus importante dans les petites entreprises.

YOUGOSLAVIE

Un bilan économique catastrophique

La crise yougoslave se poursuit et n'a sans aucun doute pas atteint son point culminant. L'année 1988 s'est achevée sur un bilan économique catastrophique. L'inflation a dépassé les 250% (170% en 1987) et le Produit social brut a connu une croissance négative de 2% environ, pour la deuxième année consécutive (- 1,1% en 1987). Le produit agricole a chuté de 3,3%, la production industrielle de 1,2%. Les difficultés économiques ont provoqué de nombreuses tensions sociales. D'après l'Union des syndicats, entre janvier et la mi-octobre 1988 se sont déroulées 1 348 grèves auxquelles ont participés près d'un demi-million d'ouvriers.

LE mécontentement des travailleurs s'est accru à la suite de la limitation de la hausse des salaires décidée en mai 1988 par le gouvernement fédéral, et résulte pour une bonne part de la dégradation des conditions de vie. Les ouvriers sont de plus en plus organisés et déterminés dans leurs luttes, ils ne remettent pas en cause les fondements du système mais sa déformation bureaucratique. Ils se prononcent pour l'autogestion et une certaine forme d'égalitarisme, ce qui n'est pas pour déranger de nombreux politiciens attachés aux réformes économiques libérales. On pouvait entendre, lors de la conférence extraordinaire de la Ligue des communistes de Voïvodine, la semaine dernière : « *La résistance (à la réforme) se manifestera sous la forme de grèves par l'intermédiaire desquelles certains s'efforceront d'obtenir une réduction des écarts de salaire ou une distribution de revenus qui n'ont pas été créés* ».

Dans un tel climat de tension, le gouvernement fédéral mis en place en mai 1986 n'a pu se maintenir ; le Premier ministre, Branko Mikulić, a annoncé le 30 décembre la démission collective de son gouvernement, après que les délégations des différentes républiques et provinces se furent opposées au programme économique pour l'année 1989. On reprochait au gouvernement ses échecs dans la lutte contre l'inflation, et également de n'avoir pas agi et pris de mesures sérieuses pour régler les problèmes du Kossovo. La présidence collégiale du pays a choisi le 19 janvier un nouveau Premier ministre parmi les candidats proposés par les assemblées des six républiques et des deux provinces autonomes, l'Union des syndicats et l'Alliance socialiste. Le nouveau chef du Conseil exécutif fédéral se nomme Ante Marković et est membre de la présidence de la République de Croatie.

D'autre part, les 10 et 11 janvier, des manifestations à Titograd devant le Parlement de la République socialiste du Monténégro, qui ont regroupé 40 000 personnes le premier jour et près de 150 000 personnes le second (selon le journal de Belgrade *Politika*), a poussé à la démission la direction de la Ligue communiste du Monténégro et le gouvernement de la république. Déjà, au mois d'octobre, les Monténégrins avaient manifesté dans ce sens et avaient obtenu la chute du gouvernement. Le rassemblement avait été dispersé par les forces de police. Le mécontentement au Monténégro était profond.

La majorité des entreprises est en situation difficile et ne peut assurer aux travailleurs des salaires suffisants pour la satisfaction de leurs besoins élémentaires. Les perspectives de développement de cette république ne sont pas larges ; les Monténégrins peuvent espérer une amélioration de leur situation dans l'essor du tourisme, la modernisation de l'agriculture... Les nouveaux dirigeants qui devraient être élus prochainement devront certainement, dans le cours de l'année, demander le secours des autres républiques.

Les manifestations sont parties des usines et de l'université de Titograd ; pendant deux jours le Monténégro a connu sa première grève générale. Les Monténégrins opposés à leurs dirigeants ont obtenu le soutien des communistes serbes, et l'on peut penser que la future direction de la république sera proche des vues de Slobodan Milosević, le leader de la Ligue communiste de Serbie, qui était candidat au poste de Premier ministre. Les communistes serbes risquent donc d'étendre leur influence à l'échelle de la fédération.

Mais que veut donc Slobodan Milosević ?

Mais que veut Slobodan Milosević ? Asseoir son pouvoir en Serbie, il y est parvenu ; jouer un rôle dominant à l'échelle de la fédération, sans aucun doute. Son désir premier est de mettre fin à la « contre-révolution » des nationalistes albanais au Kossovo, province autonome rattachée à la République socialiste de Serbie et peuplée d'après les chiffres du recensement de 1981 de 77,4% (autour de 90% aujourd'hui) d'Albanais. Cette région est caractérisée par un fort taux de natalité (une famille moyenne comprend 7 membres) et un taux de chômage élevé (30% environ). Les biens produits dans la région ne sont pas suffisants pour la satisfaction des besoins de chacun : 377 100 personnes occupent un emploi sur une population totale de 1 584 440. La population serbe, face à l'essor numérique des Albanais, s'estime ménacée. L'année passée, la presse serbe de Pristina, capitale du Kossovo, et de Belgrade n'a cessé de mentionner des cas de violence sur des Serbes commis par des Albanais, mais les statistiques ne reflètent pas du tout leurs dires.

Milosević souhaite « *rétablir la paix et l'ordre au Kossovo* » alors qu'aucun trouble ne semble remettre en cause l'ordre public. L'objectif de la direction politique serbe est d'« *unifier la Serbie* », c'est-à-dire reprendre le contrôle des provinces autonomes. La Voïvodine est tombée déjà sous les mains de Milosević après les manifestations d'octobre à Novi Sad. Les organisations politiques de Voïvodine ont connu une véritable purge, puisque plus de 4 500 personnes ont perdu leur poste et ont été remplacées. Au Kossovo, le « renouvellement des cadres » n'a pas permis à la Serbie de reprendre les choses en main. Des hauts dirigeants ont été démissionnés, mais pas assez aux yeux des communistes serbes.

Un pas en avant... trois pas en arrière

Milosević jouit d'une forte popularité parmi les Serbes, et l'on peut dire qu'un nouveau culte de la personnalité s'installe en Serbie. Milosević est parvenu à se faire passer pour le représentant et le défenseur des intérêts populaires, mais il n'est qu'un démagogue qui ne se soucie pas, en réalité, des aspirations des travailleurs sinon pour renforcer son pouvoir. De plus, il s'est prononcé pour l'économie de marché et l'on sait d'ores et déjà que le libéralisme causera d'importants dégâts sociaux. Slobodan Milosević et ses acolytes sont parvenus, il est vrai sans difficulté, à dévier les revendications ouvrières sur un terrain purement national (« *Nous remporterons la bataille du Kossovo indépendamment des obstacles qui se poseront devant nous dans et en dehors du pays* »). Milosević, en rallumant la flamme du nationalisme, ne représente qu'un avenir sombre pour le pays.

Face à la profonde crise économique, la Ligue communiste de Yougoslavie a lâché du lest. La presse est beaucoup plus libre, notamment en Croatie et Slovénie ; de nombreux sujets tabous sont débattus... Un certain processus de démocratisation a donc été engagé. La Ligue communiste de Yougoslavie ne peut plus se permettre de contrôler tous les segments de la vie sociale, si elle veut se maintenir au pouvoir. Mais les dirigeants communistes ont trouvé une astuce bidon ; le monopole du parti n'est pas remis en cause et n'est pas jugé responsable de la crise ; seuls certains de ses membres « bureaucrates et corrompus » par leurs agissements ont mené une politique néfaste pour le pays.

Les perspectives économiques pour cette année sont plutôt sombres. Certains économistes prévoient une inflation de 500 à 1 000%. Le nombre de grèves risque de croître. Les effets de la réforme économique, entrée en vigueur au début de l'année, pourraient entraîner une véritable explosion sociale.

MIROSLAV

RFA

Le mouvement alternatif et la société duale

Nous avons reçu, lors de l'émission des Relations internationales de la Fédération anarchiste, des invités des *Cahiers du doute*, ainsi qu'un compagnon vivant en RFA. Le thème en était l'Allemagne, aujourd'hui, avec notamment une discussion sur le mouvement alternatif dans ce pays. Nous avons jugé intéressant de passer dans ces colonnes des extraits de cette émission, afin d'en faire profiter ceux et celles qui n'ont pas pu être au rendez-vous.

Relations internationales

— **Marc :** (...) Il y a, actuellement, une grève dans les facultés en Allemagne, qui a commencé en novembre 1988 et qui a pris une certaine ampleur. Elle n'est pas sans présenter un certain intérêt.

— **Relations internationales :** *Justement, à ce sujet, je voudrais te poser une question qui me trotte dans la tête depuis un certain temps. On a vu, entre 1986 et 1988, un certain nombre de grèves plus ou moins dures toucher les mêmes parties du secteur public, que ce soit en France, avec les étudiants, les cheminots, les infirmières, les postiers, etc., en Espagne avec les étudiants, l'enseignement et les cheminots, en Italie, avec les COBAS, dans à peu près les mêmes secteurs. Partout des coordinations sont apparues, en dehors des syndicats. Y a-t-il eu quelque chose de similaire en RFA ?*

— **M. :** Non, pas du tout. Au niveau des luttes ouvrières, il n'y a pas du tout de correspondance avec ce qu'ont été les COBAS en Italie ou les coordinations en France, et cela malgré toutes les limitations que ce genre d'organisations présente ; cela montre cependant une certaine activité au niveau du mouvement du travail qui n'existe pas en Allemagne. Par contre, dans le milieu étudiant, il y a un renouveau de luttes et surtout la réapparition d'un certain esprit critique, et cela après une génération qui a été marquée par l'envie de trouver un idéal purement individuel, avec l'envie de « faire carrière ». Il s'agissait d'aller dans les universités pour terminer le plus vite possible, sans se soucier de ce qu'on étudiait : il s'agissait d'avoir un diplôme. Il semblerait que cette mentalité soit en train de changer et que les gens commencent à réfléchir de nouveau sur les conditions de vie qu'ils ont, mais aussi sur « à quoi sert ce qui est étudié ? », ainsi que sur les conditions de travail qui sont imposées aux étudiants, dans la mesure où une grande partie de ceux-ci sont obligés de travailler pour pouvoir se payer des études. Il y a une prise de conscience sur cette problématique qui relie à celle du travail ce qui est, peut-être aussi, une différence avec ce qu'à été le mouvement en France.

— **Sylvie :** Il y a aussi une autre différence. En RFA, ce sont les étudiants des universités qui sont touchés, alors qu'en France c'étaient aussi les lycéens avec, notamment, une frange plus jeune.

— **M. :** Oui, si en France c'est la perspective du chômage et du blocage, en Allemagne c'est la réalité des conditions de travail qu'ils vivent déjà aujourd'hui. Il y a une généralisation, lente mais très sûre, de toute cette situation de précarisation du travail qui se fait.

— **R. I. :** *Pour ceux qui ne sont jamais allés en Allemagne, il est assez difficile de se représenter ce pays qui est, d'un côté, représenté comme* la *réussite économique et, d'un autre côté, nous apparaît comme un pays particulièrement conservateur, voire autoritaire. Pourrais-tu, en quelques mots, nous présenter ce pays et, éventuellement, contredire ou confirmer l'image qu'on s'en fait de l'extérieur ?*

— **M. :** Il est certain que l'Allemagne a, dans le monde et en Europe, du point de vue économique, une position relativement privilégiée, due effectivement à un appareil productif plus modernisé, en général. Il y a aussi, sans doute, un patronat plus flexible et plus intelligent, qui a su intégrer plus facilement les appareils syndicaux et une revendication ouvrière, juste après la reconstruction en Allemagne. Cependant, c'est aussi un pays touché par des phénomènes que l'on peut observer un petit peu partout ; en particulier le chômage, certaines dualisations de la société, dont il faudrait parler, au niveau que l'on connaît en France, c'est-à-dire qu'un secteur de la population commence à vivre dans des conditions extrêmement difficiles. Il y a à peu près trois millions de personnes qui vivent de l'assistance publique, plus de deux millions de chômeurs ; soit cinq à six millions de personnes qui vivent de façon précaire. Il y a un autre aspect de la société allemande qui n'existe pas en France, c'est la dualité entre ce qui peut être la « société officielle », moyenne, bourgeoise et l'existence en parallèle d'un milieu alternatif qui correspond à une certaine façon de vivre, d'aborder les problèmes qui existent en RFA à un niveau massif.

— **R. I. :** *Est-ce que le mouvement alternatif intervient dans le mouvement ouvrier au sens le plus général du terme ?*

— **M. :** Non, le mouvement alternatif vit pratiquement en marge du monde ouvrier. Il y a des points de contact au niveau de jeunes chômeurs et également, un peu, au niveau des apprentis (l'institution de l'apprentissage est très importante en RFA), mais ce sont vraiment des points de contact. Il y a eu des grèves importantes en 1983 et 1984 sur la diminution de la semaine de travail, mais c'était très chapeauté par le syndicat, et il n'y avait absolument aucune influence du mouvement alternatif.

— **S. :** Dans les *Cahiers du doute* (1), il y a une interview qui a été faite d'une femme qui est chez les Verts, qui s'appelle Eva ; elle dit très clairement que les problèmes ouvriers, c'est les syndicats ; le parti des Verts n'a pas à intervenir.

— **M. :** Le mouvement alternatif vient d'une excroissance de ce qu'a été le mouvement étudiant dans les années 68, mais qui a débordé le cadre universitaire pour pénétrer dans le secteur professionnel en partie ; dans une certaine couche intellectuelle, et parmi les jeunes en général, cela a débordé sur certaines formes importantes (vie en communautés, créations de petites entreprises autogérées, collectives ou autres, des garderies d'enfants anti-autoritaires...). Là-dessus, l'éventail s'est ouvert sur les citoyens « moyens » qui s'opposent à la bureaucratie locale, qui veulent améliorer un tant soit peu leur vie quotidienne. En plus de ça, il y a les squatters qui viennent dans ce milieu, ça crée tout un secteur dans la société.

— **S. :** C'est l'organisation de la vie quotidienne ; c'est vraiment se trouver une place dans la société allemande, que l'on trouve trop rigide, c'est comme si l'on ne voulait pas entrer dans le moule que la société veut donner. Au début des années 70, c'était vraiment montrer sa différence, d'où l'apparition de garderies anti-autoritaires, d'écoles alternatives, puis le problème de l'écologie est apparu avec ensuite la création de réseaux de distribution, de petites entreprises.

— **Rinna :** Le milieu éducatif a été aidé par le « Berus Ferbaut », c'est-à-dire l'interdiction d'occuper un poste d'enseignement, de fonctionnaire, si on avait certaines idées.

— **M. :** Il fallait reconnaître la Constitution comme étant la base réelle de la vie dans la société allemande. Tout ce qui vient du mouvement radical des années 68 et avant était marqué ; ils avaient et ont toujours une grande difficulté à trouver une place dans la société ; ils ne voulaient pas seulement se démarquer, mais aussi on ne leur laissait pas cette possibilité de s'intégrer. Il y a eu tout un secteur qui, malgré sa volonté, n'a pas réussi. Il a été forcé a adopter une forme de vie différente. D'autre part, avec la Constitution de la République fédérale allemande, on a voulu mettre des garde-fous au totalitarisme, sous le couvert d'empêcher un renouveau fasciste ; cela a été utilisé, au début, contre le parti communiste et ses adhérents et, après 68, cela s'est retourné massivement contre tous ceux qui avaient pris des attitudes publiques dans des manifestations. Il suffisait d'avoir eu sa photo dans une manifestation, ou d'avoir été contestataire d'une façon ou d'une autre. Il est alors quasiment impossible d'avoir un travail de fonctionnaire — de l'ébouleur au postier. Il y a toute une frange de personnes de 40 ans qui ne sont toujours pas « casées », malgré leurs bagages universitaires, et qui probablement ne le seront jamais, parce qu'ils ne peuvent pas. Cependant, la société allemande reste suffisamment démocratique pour créer l'illusion parmi un bon secteur du mouvement alternatif, et en particulier des Verts, que c'est effectivement à travers le parlementarisme qu'on pourra transformer la société.

— **R. I. :** *Au niveau du syndicalisme, y a-t-il plusieurs syndicats comme, par exemple, en France ?*

— **M. :** Non, c'est un seul grand syndicat, social-démocrate, qui contrôle parfaitement la situation, qui est un partenaire parfaitement accepté, et qui fait partie même de l'administration des grandes entreprises, avec des droits officiels.

— **R. :** Ils ont un droit de regard sur la gestion, ce que le patronat français a toujours refusé aux syndicats.

— **M. :** Il y a, de plus, environ 35% de syndicalisation. De plus, quand tu vas dans les grandes boîtes, tu es quasiment obligé de te syndiquer.

— **S. :** Au niveau intérimaire et sous-traitance cependant, le syndicat n'est pas du tout représenté. Il y a beaucoup de travailleurs immigrés, de travailleurs précaires, et pour les plus sales boulots.

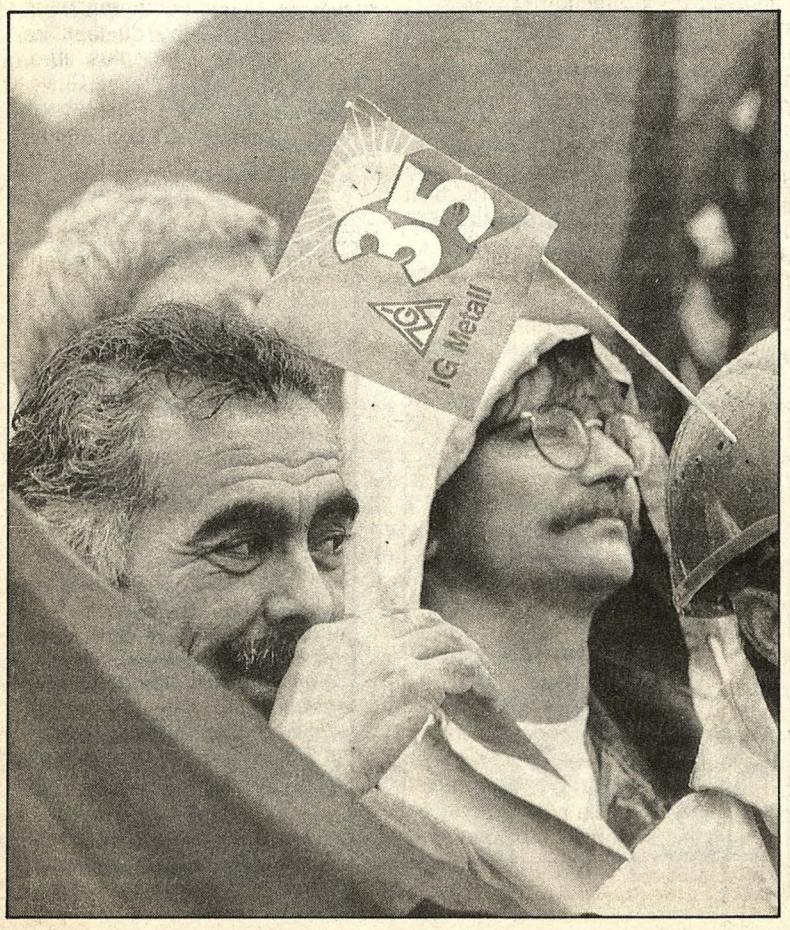
— **R. I. :** *En parlant de ces derniers, il serait intéressant de voir justement le côté négatif de la société allemande, avec la dégradation des conditions de vie.*

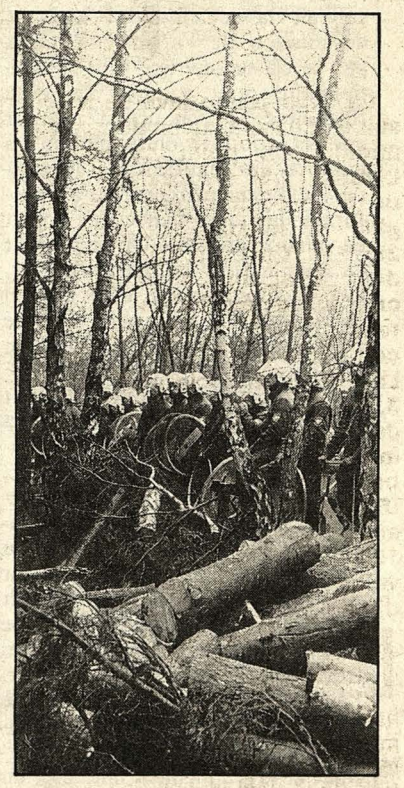
— **M. :** Tout d'abord, au niveau des travailleurs immigrés, il faut dire qu'il y a une différence avec la France, dans le sens où ceux-ci n'ont pas la perspective de s'intégrer, de rester en Allemagne. Ils continuent cependant de faire les plus sales boulots, notamment en ce qui concerne les clandestins. Il y a des trafics de main-d'œuvre notamment.

— **R. I. :** *Y a-t-il, comme en France, un mouvement des secondes générations, tel le mouvement des beurs ?*

— **M. :** Non, il n'existe rien de semblable. Il n'y a pas, à un niveau massif, de seconde génération. Il y a cependant une nouvelle immigration qui est en train de se faire, et cela est notamment dû à la détente Est-Ouest, et ce sont les populations venant des pays tels que la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Hongrie, la Russie. Des problèmes d'intégration commencent à se poser, car se sont des familles qui vont rester. Une certaine xénophobie se crée. Cela crée des problèmes au niveau du travail, et il y en a qui parlent d'introduire le samedi et même le dimanche comme jours de travail normaux, payés comme des jours quelconques. Cela a de plus une importance au niveau des vacances qui sont comptées en nombre de jours et donc diminueraient dans ce cas. On s'attend, de plus, à une perte du salaire réel cette année. C'est d'ailleurs le parti social-démocrate qui propose ces solutions au nom du réalisme.

Je voudrais revenir sur le mouvement alternatif, pour dire que le mouvement étudiant des années 68 avait dans ses réflexions, dans ses attitudes et ses désirs une vision anticapitaliste. Or, depuis leurs échecs, ils se sont retranchés sur la transformation des vies particulières. Cela a donné une réflexion sur des thèmes parcellaires, sur le féminisme, l'écologie, l'éducation. La perspective de transformation globale de la société s'est également diluée dans cette affaire. Il s'agit de faire ce qu'on peut en acceptant en fait ce qu'on ne peut pas changer, ce qu'on n'est pas arrivé à changer en essayant de l'améliorer. Cette tendance a d'ailleurs existé dès le début des années 70, permettant des luttes éventuellement très dures et très massives, mais sur des points ponctuels, avec une perspective globale de plus en plus éloignée. On devient « réaliste ». On accepte la société de base et on critique le mauvais fonctionnement de... On essaye d'utiliser les instruments légaux pour combattre les effets écologiques ; on essaye d'institutionnaliser l'égalité entre la femme et l'homme, à travers des lois, des pétitions. On finit par accepter l'argent, les lois, l'institution de l'Etat. Dès 1980, les Verts cristallisent les mouvements de masse qui ont lieu sur des points concrets, tels le mouvement pacifiste et le mouvement nucléaire, mais pour leur donner un cadre institutionnel compatible dans la société allemande.





Parallèlement, les alternatifs qui n'ont pas suivi le mouvement des Verts vont constituer l'autonomie ; c'est le secteur qui ne dialogue pas ; ça peut être l'apologie de la violence pour la violence, mais c'est aussi les restes de pensée critique qui continuent de faire leur travail sans se poser comme but d'avoir une influence au niveau de l'Etat et des institutions.

Si les Verts ne sont certainement pas une perspective d'avenir révolutionnaire, le mouvement alternatif en tant que mouvement ne l'est pas non plus. Il n'a fait, au mieux, que mettre à jour des problèmes, des questions qui devront être prises en compte mais dans un autre contexte de luttes sociales et plus étendu au monde du travail.

(1) Les Cahiers du doute *n° 2, « Ecologie politique », en vente à la librairie du Monde libertaire.*

AUGUSTIN SOUCHY

Les anarchistes sous Weimar

On a souvent méconnu le mouvement anarchiste allemand, ne le réduisant parfois qu'à quelques noms illustres. Augustin Souchy, anarcho-syndicaliste allemand militant de la FAUD, reprend à son corps défendant ce point de vue en décrivant la vie des anarchistes sous la République de Weimar à travers trois noms : Rudolf Rocker (1), Max Nettlau et Erich Mühsam.

Le militant anarcho-syndicaliste, l'historien et le poète... à travers ces trois personnages du mouvement anarchiste allemand, on peut entrevoir l'importance de celui-ci. Mais la lecture du texte d'Augustin Souchy doit renvoyer à d'autres lectures qui nécessitent d'autres traductions !

La rédaction

(1) Le troisième numéro de la revue* Itinéraire, *consacrée à ce militant anarchiste allemand, sort prochainement. Au programme : le mouvement anarchiste yiddish, le mouvement anarchiste allemand, « Nationalisme et culture », et... des photos originales et inédites.

L'INFLATION en Allemagne avait atteint son point culminant en 1922. Les salaires devaient être versés quotidiennement, car la valeur réelle du papier-monnaie chutait de manière folle d'un jour à l'autre. Il dut se trouver quelques paysans qui purent tapisser leur salle de séjour avec des billets dévalués. Chacun cherchait à placer son argent dans des valeurs concrètes. Il arrivait à celui qui négligeait de le faire la même aventure que ma tante Anna de Berlin, qui put à peine s'acheter un quart de livre de beurre avec ce qu'elle avait épargné en vingt ans de dur labeur.

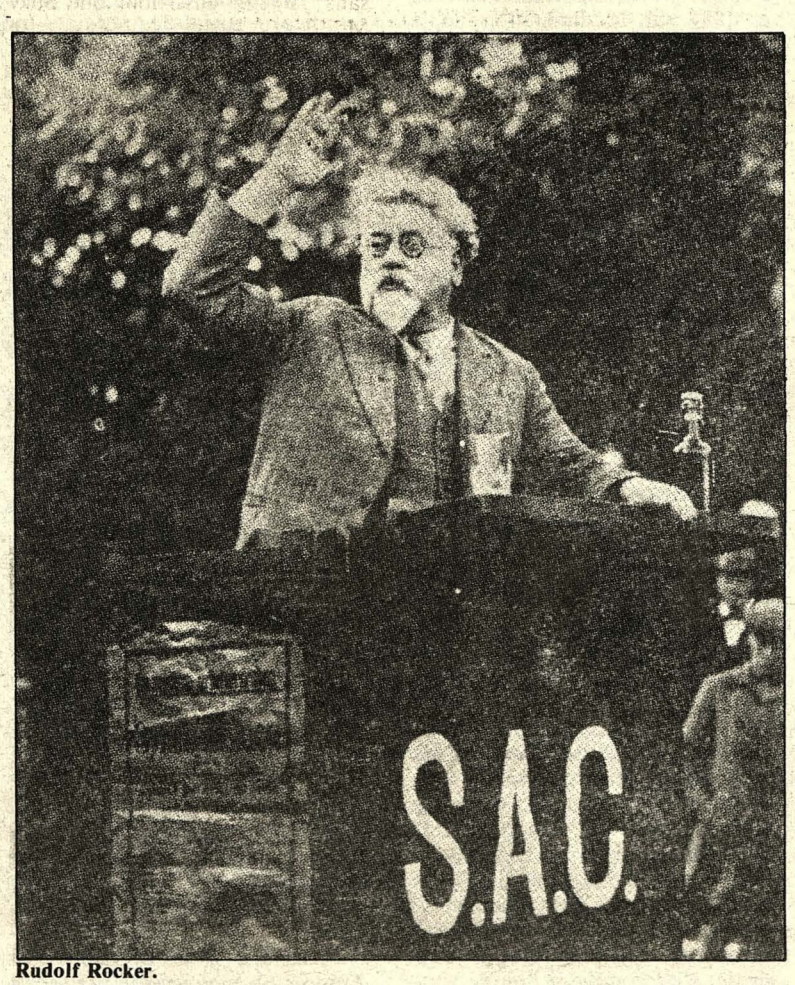
Les apôtres des théories-catastrophes voyaient dans l'inflation les signes avant-coureur de l'effondrement du capitalisme, que suivrait la socialisation. Mais la dévaluation de l'argent ne rendit pas la classe ouvrière plus révolutionnaire pour autant. La crise financière ne débouchait pas sur une situation révolutionnaire. La majorité des gens de toutes les classes sociales ne pensaient qu'à transformer la valeur fictive de l'argent en valeurs concrètes. On ne pouvait en tenir rigueur au particulier car, lors de l'instauration d'un nouvel étalon, un nouveau mark stabilisé s'échangea contre un billion d'anciens marks !

Le mouvement ouvrier était atone (1). Les sociaux-démocrates pratiquaient une politique du possible, au sens où ils l'entendaient, c'est-à-dire sans buts révolutionnaires. Ils ne cherchaient pas à influencer le cours des événements mais, au contraire, se laissaient porter par eux. Les communistes propageaient les idées révolutionnaires selon le modèle russe, dont la majorité des travailleurs ne voulaient rien savoir. Le mouvement national-socialiste comblait le vide politique ; il réclamait vengeance du traîté de Versaille et le réarmement militaire, un discours qu'écoutait volontiers l'Allemand moyen, faute d'une meilleure alternative. Mussolini était le modèle, Ludendorff et Hitler frappaient à la porte.

Nous autres, syndicalistes, minorité sur l'aile gauche du mouvement ouvrier, nous diffusions nos idées d'un socialisme libertaire et fédéraliste dans des réunions publiques, dans l'hebdomadaire *Der Syndikalist* (tiré en moyenne à 80 000 exemplaires) et par la publication des œuvres de Bakounine, Kropotkine, J. H. Mackay, Domela Nieuwenhuis, Rudolf Rocker et autres socialistes libertaires et anarchistes. Nous publiions aussi toute une collection sur l'émancipation sexuelle, pour l'abolition des peines contre l'avortement et pour une libre régulation des naissances. Nous prenions part au « bureau antimilitariste » dont le siège était en Hollande, et nous participions activement au mouvement européen « plus jamais la guerre », qui développa une intense propagande surtout en France et en Angleterre. Sans doute n'avons nous jamais atteint notre but, l'abolition du militarisme, mais les sociaux-démocrates et les communistes, beaucoup plus forts, n'ont pas mieux réussi dans les leurs.

Rudolf Rocker

La tête pensante de notre mouvement était Rudolf Rocker. Né en



Rudolf Rocker.

1873 à Mayence, il perdit ses parents dans sa petite enfance. Elevé en orphelinat, l'apprenti relieur s'intéressa très tôt au mouvement socialiste. Il dut quitter l'Allemagne à l'époque de la répression antisocialiste. Après un long séjour en France, il s'établit à Londres, où il devint actif dans le mouvement ouvrier juif et devint rédacteur du journal yiddish *Arbeiterfraind*. Par ses publications en yiddish, il a contribué, en tant que non-juif, à l'enrichissement de la littérature de cette langue (2).

Rocker revint en Allemagne après la Première Guerre mondiale. Socialiste cultivé à l'esprit clair, brillant orateur, tempérament équilibré, caractère intègre et ouvert, une nature conciliante qui cherchait à régler au mieux chaque querelle — Rudolf Rocker était pour nous, les plus jeunes, le modèle d'un combattant de la liberté.

Rocker possédait une connaissance extraordinaire de l'histoire du mouvement ouvrier international, comme le montre sa biographie de Johann Most, et en même temps un grand sens pratique pour les problèmes de l'époque, comme en témoignent ses écrits : *La lutte pour le pain quotidien* et *La rationalisation et la classe ouvrière*. Ce fut lui qui élabora le programme des anarcho-syndicalistes allemands et proposa une déclaration de principes au congrès syndical international de décembre 1922, dans laquelle il opposait le socialisme libertaire à la dictature des communistes et à l'opportunisme politique des sociaux-démocrates. La contribution la plus importante de Rocker à la philosophie de l'histoire fut son œuvre d'abord publiée en anglais, *Nationalism and culture*, qui parut en Allemagne en 1949, après la Seconde Guerre mondiale, sous le titre : *Die Entscheidung des Abendlandes* (« Le jugement de l'Occident », NDT). Bertrand Russel, Albert Einstein et Thomas Mann manifestèrent leur plus grand intérêt pour ce livre. Rudolf Rocker mourut à 84 ans, à New-York. Une étroite amitié me lia à lui jusqu'à sa mort.

Max Nettlau

L'historien Max Nettlau, « l'Hérodote de l'anarchie » comme le nomma Rocker dans sa biographie (3) me fit une grande impression. Nettlau, fils d'un homme de fortune, avait étudié la philosophie à Vienne et passa son doctorat avec un travail sur la langue celtique. Plus tard, il se consacra entièrement à l'étude de l'anarchisme. « *Je ne m'occupe que de thèmes particuliers qui n'intéressent qu'un cercle restreint et ne rapportent rien* », me dit-il en riant, lors d'une de nos discussions, lorsque je lui rendis visite dans sa petite chambre de Vienne. L'historien absorbé par ses recherches avait perdu, à cause de l'inflation, la fortune dont il avait hérité et qui lui aurait permis en temps normal de vivre une vie sans soucis.

Les œuvres de Nettlau, *Le printemps de l'anarchie, L'anarchisme de Proudhon à Kropotkine, Socialistes et socialistes-révolutionnaires, Bakounine* (3 tomes), *Errico Malatesta - la vie d'un anarchiste* et quelques autres écrits de moindre importance parurent aux éditions « Der Syndikalist ». Sa brochure *Responsabilité et solidarité dans la lutte des classes* est d'une importance particulière et conserve encore aujourd'hui toute son actualité. Il y exhorte les ouvriers à « *cesser de se comporter en outils irresponsables du capitalisme* » et à chercher à influencer le processus de production. (...)

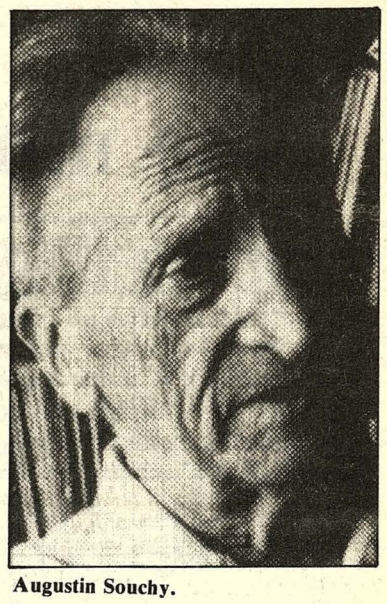
Les revenus que tirait Nettlau de la publication à petits tirages de ses œuvres étaient maigres. Lorsque les nazis fermèrent notre maison d'édition et détruisirent notre stock de livres, il ne lui resta plus rien. Les nazis pillèrent aussi la bibliothèque de l'Association communiste pour la culture ouvrière, fondée à Londres au siècle dernier par des émigrants socialistes allemands. Cette bibliothèque était conservée dans nos locaux de Berlin et était d'un grand intérêt historique.

Pour Nettlau, cependant, le proverbe : « *Quand l'urgence est grande, le secours n'est pas loin* » devait jouer. Il légua sa bibliothèque à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, qui lui offrit en échange de ce don de valeur une rente perpétuelle et la possibilité de travailler dans les locaux de l'institut. Il vécut à Amsterdam jusqu'à sa mort en 1944. Les nazis ne l'inquiétèrent pas lui-même mais en avaient après sa bibliothèque. Lorsqu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, Amsterdam fut occupée par les Allemands, Alfred Rosenberg, l'idéologue du national-socialisme, fit réquisitionner les livres de Nettlau pour son usage personnel. Mais les désordres de la guerre contrarièrent ses projets. La guerre finie, on trouva les caisses de livres encore fermées dans une gare du nord-ouest de l'Allemagne. Ils furent ramenés à Amsterdam et se trouvent aujourd'hui encore à l'Institut d'histoire sociale. (...)

Erich Mühsam, chevalier de la liberté

Le soir de l'incendie du Reichstag, je dinais chez moi en compagnie d'Erich Mühsam (4). Les nouvelles diffusées par la radio n'annonçaient rien de bon. Le *Völkische Beobachter* (« L'observateur national », NDT), l'organe du parti nazi avait depuis longtemps excité la haine contre Erich Mühsam, le « juif anarchiste ». On lui reprochait sa participation à la République des Conseils de Bavière (5) et d'être responsable de l'exécution des otages du 25 avril 1919, bien qu'il ait déjà été fait prisonnier le 13 avril 1919. Mühsam se trouvait en grand danger. Je lui conseillai de ne plus rentrer à son appartement. « *Reste passer la nuit ici* », lui dis-je, « *à l'étage en-dessous de chez moi habite un sergent de ville proche du SPD qui m'a promit de m'avertir à temps. Les SA et les SS*

Erich Mühsam.


Augustin Souchy.

prennent toujours avec eux un policier du poste le plus proche pour les rafles qu'ils organisent la veille. Nous sommes en sécurité cette nuit. » Erich Mühsam ne voyait pas le danger aussi grand. Il avait l'intention de fuir le lendemain vers Prague et rentra chez lui pour préparer son voyage. Mais il ne put partir : le lendemain matin, il fut arrêté dans son appartement.

La triste fin de Mühsam est connue. Lorsqu'on somma le prisonnier de chanter le *Horst-Wessel-Lied* des nazis, il entonna l'*Internationale*. On voulut le forcer à creuser sa propre tombe et à lécher des crachats au sol. Il résista de toute la force de son caractère aux humiliations et à la douleur. Il expliqua à ses compagnons qu'il ne ferait pas aux bourreaux le plaisir de se tuer. Au matin du 10 juillet 1934, on le retrouva pendu dans les latrines de la prison d'Orianenburg. Ses souffrances avaient duré quinze mois (6).

Quelques jours après l'incendie du Reichstag, alors que je rentrais chez moi vers les neuf heures du soir — j'habitais Wilmersdorf, Augustastr. 62 — je fus attaqué par trois jeunes gens. Je réussis à me dégager et à refermer prestement la porte de la maison derrière moi. Il était maintenant grand temps de disparaître. Une fois assis dans le train qui m'emmenait vers Paris, je vis des affiches collées aux colonnes publicitaires de Berlin, représentant des antinazis recherchés : j'y reconnus mon portrait.

Les barbares ne purent m'arrêter, mais il emmenèrent mon frère Max, qui séjournait quelques temps chez moi. Au commissariat, quand ils se rendirent compte qu'ils avaient fait erreur, ils le passèrent à tabac et le laissèrent filer. Ils détruisirent ma bibliothèque, emportèrent les œuvres classiques et brûlèrent les livres socialistes et anarchistes à même la rue. Un rideau de sang s'était abattu sur l'Allemagne. Ma seconde émigration devait durer plus longtemps que la première.

Augustin SOUCHY

NOTES

(1) Après avoir été écrasé les années précédentes par la Reichswehr et les Corps francs lancés sur lui par le gouvernement social-démocrate (NDLR).

(2) Voir : Rudolf Rocker, aus der *Memoiren eines deutchen Anarchis*ten, *éd. Magdalena Melnikow Peter Duerr. Préface de Augustin Souchy, Francfort, 1974, éd. Surkhamp (NDT).*

(3) Idem.

(4) Erich Mühsam, *éditions Partage Noir, 9 F, disponible à la librairie du Monde libertaire.*

(5) La République des Conseils de Bavière, *éditions Partage Noir, 15 F, disponible à la librairie du Monde libertaire.*

(6) Quelques semaines après, à Paris, j'écrivis une brochure sur la vie, les souffrances et la mort d'Erich Mühsam, qui fut publiée par les syndicalistes espagnols de Barcelone sous le titre : Caballero de la libertad *(« Chevalier de la liberté »).*

N°737 JEUDI 2 FÉVRIER 1989

20 ANS D'ANARCHISME

Louis Ségéral

LOUIS SÉGÉRAL est décédé à la fin de l'année d'un cancer à la gorge à 60 ans ; c'était un vieux copain pas sectaire pour deux ronds d'un abord plaisant. Membre de la CNT depuis 1951, de la Fédération anarchiste et puis de l'Union anarchiste, qui cadrait mieux avec la province, il avait surtout des idées humanitaires et il fit avec ses amis un énorme travail de propagande sur Clermont-Ferrand.

A sa mort, il nous a laissé une brochure : *20 ans d'anarchisme à Clermont-Ferrand, chronique de la rue de l'Ange* (où se trouve le local du groupe) ; Espagnols, artisans, étudiants, ouvriers fréquentent ce lieu, il nous le décrit avec ferveur. Ce qu'il y a surtout d'intéressant dans cet ouvrage, c'est que la vie d'un groupe est retracée depuis 20 ans, ces vissicitudes, ces changements de caps, il y a un tas de choses sur les activités du groupe : les affiches sont reproduites, les tracts sont mis en exergue. Ils ont fait de tout : du cinéma, de la conférence, de la manifestation, de la coopérative, ils ne sont jamais restés les deux pieds dans le même sabot.

Cette brochure est sérieusement intéressante pour tous ceux surtout qui se destinent à faire quelque chose, à fonder un groupe, une association, à militer. La critique du mouvement à Clermont-Ferrand les vingt dernières années est d'une grande objectivité. Ségéral retrace une histoire d'infiltration policière dans nos milieux par les bas-côtés. Affaire qui aurait pu faire de sérieux dégats. Ça donne à réfléchir. Lisez *20 ans d'anarchie à Clermont-Ferrand*, vous verrez que le mouvement est vivace quand on le veut et quand on est sans œillères et assez volontariste.

C'est une brochure nécessaire pour la formation des militants. Et comme dit Ségéral, il faut se méfier des grandes gueules et des violents. Nous faisons part de nos condoléances pour le décès de Ségéral à sa famille et à ses amis en toute fraternité.

Paulo CHENARD

De 1968 à 1988, 20 ans d'anarchisme à Clermont-Ferrand, chronique de la rue de l'Ange, *éditions La Galipote, 50 F, disponible à la librairie du Monde libertaire.*

CINÉMA

Les maris, les femmes...

LE titre est vaudevillesque certes. Mais le pluriel a son importance, puisque le fameux trio : toi, moi et l'autre est ici multiplié par une bonne quinzaine de personnages. En outre, il traverse les générations : des enfants aux parents, en passant par les adolescents et tout cela de façon simultanée.

Voilà le scénario : d'ailleurs Pascal Thomas se fout du scénario au sens « histoire à raconter ». Il « met les personnage en scène », il invente des situations en peaufinant les dialogues. On pourrait croire à du théâtre filmé, mais ça n'en est pas, les mouvements de caméra sont trop imprévisibles.

Bon, il y a donc ce qu'elles se disent et ce qu'ils ne se disent pas : les femmes sont à Paris et les hommes à l'île de Ré. Les femmes semblent n'avoir que pour seule occupation et pour seul sujet de conversation : **les mecs**. Les hommes maternent les enfants et se maternent entre eux. Car dans ce vaudeville-là, il y a des enfants et ils se font entendre : ils vivent à peu près les mêmes situations que les adultes et au pays des sentiments les frontières de l'âge n'existent plus. Ainsi, le personnage d'Eléonore, 12 ans, est-il traité avec plus de gravité que celui d'Odette, mère dépassée et névrosée (jouée avec brio par Hélène Vincent, la « madame Duquesnoy » de *La vie est un long feuve tranquille*). Les frontières s'estompent également entre le tragique et le comique par l'intermédiaire de la caricature délibérément employée : Odette est une caricature « mise en scène » dans des situations poussées à l'extrême (voir la scène de la rencontre avec le tapeur de la petite annonce dans un parc parisien), si bien que le spectateur ne distingue plus rien entre la scène réelle et la scène représentant un phantasme d'Odette...

Les séquences se succèdent à un rythme rapide sans transition entre le décor parisien et celui de l'île de Ré, ce qui impose au film une vigueur tonifiante, tout comme les dialogues percutants, assaisonnés de citations littéraires soigneusement adaptées.

En résumé, Pascal Thomas réussit à traiter un thème archibanal d'une manière très personnelle en déclinant toute la gamme de l'amour, l'amitié et la jalousie sans nous ennuyer. Le choix du pluriel, du collectif (15 à 20 personnages avec un rôle quasi égal) nous change agréablement des films « faits » pour une « star ».

On pourra donc se laisser tenter, sans plus.

Y. G.

DU CÔTÉ DE LA SF

Du sang à la fac

TOUT le monde connaît Bram Stoker pour son livre *Dracula*. Dans la veine des romans « gothiques », dont l'un des plus connus est *Frankenstein* de Mary Shelley, Stocker décrivait les mœurs du « prince des vampires » Vlad Dracula et le combat qui l'opposait à Van Helsing. On peut donc penser qu'un roman qui prend pour sujet un vampire fait partie du « genre gothique », avec les châteaux abandonnés, le brouillard et les cercueils grinçants.

Surprise, ce n'est pas le cas du livre de Suzy Mc Kee Charnas dont le titre *Un vampire ordinaire* (1) marque l'opposition avec le merveilleux et le fantastique des romans « gothiques ». L'auteur change son style à chacun des chapitres de cette vie contemporaine du vampire ; personnage positif, car ses pensées évoluent au cours de ce roman.

L'existence bien rangée du professeur Weyland se trouve bouleversée par plusieurs causes et le vampire doit s'adapter pour survivre. Vieux de plusieurs siècles, il est passé maître dans l'art de l'adaptation ; un véritable James Bond aux grandes dents ?

Mais, le vampire ne cherche pas à terroriser les gens, il ne veut qu'un lit douillet et un peu de sang frais quotidien. Rien à voir avec les contes de fée des mystiques sur le caractère démoniaque des buveurs de sang. Il s'agit simplement d'un mutant qui se débrouille comme il peut pour survivre au sein d'une espèce humaine qui le terrorise. Le vampire ne rêve pas, il ne dort pas ; il est particulièrement effrayé par les rêves des humains et par la psychanalyse, surtout sa psychanalyste. Le professeur d'anthropologie Edward Weyland est un curieux vampire, il n'a pas de grandes dents ! Il dit lui-même « *Les crocs (du vampire) sont trop visibles et inefficaces pour sucer le sang* ». N'est-ce pas effrayant... pour un vampire ?

Dépoussiérer le thème du vampire était considéré comme irréalisable pour la plupart des amateurs du genre. Pourtant il me semble qu'*Un vampire ordinaire* a enfin réussi ce défi. A mon avis, Pierre Kast, dans *Les vampires de l'Alfama* (2) avait fait plusieurs pas sur ce chemin, sans parvenir aussi loin que Suzy Mc Kee Charnas et sans faire preuve d'autant de qualité d'écrivain.

C. NATUREL

(1) Suzy Mc Kee Charnas, Un vampire ordinaire, *1980, J'ai Lu n° 2433, disponible à la librairie du Monde libertaire (25 F).*

(2) Pierre Kast, Les vampires de l'Alfama, *J'ai Lu n° 924.*

A propos d'« Article 31 »

« *Extrême droite : être contre, c'est aussi s'informer* ». Telle est la profession de foi, ou la devise plutôt, de la revue *Article 31.* Créée il y a plusieurs années, ce mensuel n'a pour seule et unique tâche que de rassembler, disséquer, répertorier toutes les structures, organisations, associations qui, de près ou de loin, ont un rapport avec l'extrême droite, tant en France qu'à l'étranger. Seule et unique tâche certes, mais oh ! combien importante, les infiltration de la bête immonde méritent tout le travail d'information qu'*Article 31* y consacre.

A noter pour tous ceux et toutes celles qui connaissent cette publication, que l'illustration de couverture est désormais toujours la même. Inutile de se lamenter en jetant un coup d'œil à l'étalage et de penser qu'ils ont disparu. Ils ne disparaîtront qu'avec l'extirpation et la désintégration de nos ennemis communs : le racisme, l'extrême droite et tous leurs corollaires abjects.

Au menu de ce mois, la suite d'un reportage sur les skins, une présentation du GRECE et plein d'autres informations.

Emile VANHECKE

Article 31 *est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.*

Devaquet si tu savais...

Deux ans après, Devaquet tient le premier rôle mais cette fois dans un film documentaire de 52 minutes, relatant le mouvement étudiant de décembre 1986.

F. Kandel et F. Schneider, les deux réalisateurs de cette chronique, avaient prévu une diffusion télévisée qui leur a été refusée par toutes les chaînes. Il s'agit sûrement d'une volonté d'oublier un Chirac en échec, un Monory dépassé, un Pasqua accusé et une police ensanglantée.

Les images de ce film sont entre-coupées par les interventions de journalistes au-dessus de tout soupçon et des sbires de l'UNEF-ID (syndicat à majorité socialiste) ou de SOS-Racisme dont les paroles d'évangile, avec le recul, ne trompent personne.

On peut noter des lacunes, mais ce n'est pas une mince affaire de réduire 40 heures de rushes en 52 minutes ; en tout cas les images où les matraques percent l'écran n'ont pas été mises de côté.

La fin, rythmée par la chanson « Plus jamais ça » du groupe Ausweiss, met un peu trop en relief un Tonton « deus ex machina », en campagne, à l'université de Villetaneuse, tout en montrant également les campagnes législatives de nos nouvelles stars : Thomas, Assouline, Devaquet.

Pour certains, tout est bien qui finit bien.

GAEL (CLÉA-Sorbonne)

« Devaquet si tu savais... », sortie le 25 janvier 1989, au Studio 43 (43, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris).

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 3 février

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : l'actualité de la défense des droits de l'homme.

« Les bananes ça pousse à l'envers » (21 à 22 h 30) : le nouveau spectacle de Romain Bouteille.

Samedi 4 février

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : le congrès FO.

« Rock contact » (16 h 30 à 18 h) : avec comme invité le groupe OTH.

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Johnny Winter et Eric Clapton.

Dimanche 5 février

« La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec comme invité André Simon, président des amis d'Henri Maire.

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : music country.

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Marcello, dessinateur de Dr Justice et Cristal.

Mardi 7 février

« Honky Tonk » (22 h 30 à 3 h) : avec Christian Vander.

Mercredi 8 février

« Ouvrez la cage aux marmots » (10 h à 12 h) : avec comme invitée la rédactrice de la revue « Je lis déjà ».

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : avec comme invité le professeur Lemerle au sujet de la chirurgie plastique.

« Traffic » (22 h 30 à 4 h) : avec le groupe Les PPI (Pervers polymorphes inorganisés).

Un service régulier et pratique l'abonnement

ÉNERGIE

Quel avenir pour la filière nucléaire ?

PAR un décret paru au journal officiel du 10 janvier 1989, le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'Etat à « la prévention des risques technologiques et naturels majeurs », ont autorisé la remise en route du surgénérateur Super-Phénix de Creys-Malville.

Les lacunes de Super-Phénix

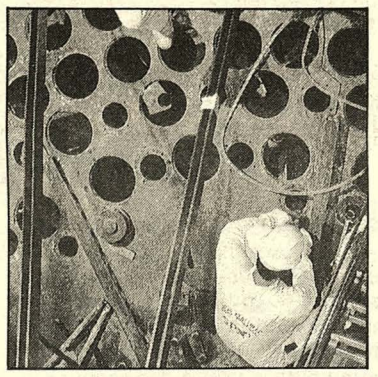
La centrale ne fonctionnait plus depuis la fin du mois de mai 1987, à la demande du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), après qu'une fuite de sodium ait été découverte au niveau du barillet. Le barillet de Super-Phénix était une cuve à double paroi, située à l'extérieur du réacteur et reliée à celui-ci par un « sas ». Le barillet était rempli de près de 600 tonnes de sodium liquide. Il servait à stocker les combustibles nucléaires avant leur mise en service dans le réacteur, mais aussi durant une période minimale (théorique) d'un an, après leur utilisation et avant qu'ils soient expédiés à l'usine de retraitement de La Hague.

Lorsque la fuite fut officiellement déclarée par EDF, le 3 avril 1987, quelques dizaines de litres de sodium par heure s'échappaient alors de l'installation. Les expertises qui suivirent l'arrêt de la centrale montrèrent que la paroi interne était fissurée en plusieurs endroits. La fuite de sodium provenait d'une de ces fissures qui traversaient la tôle, pourtant épaisse de 30 millimètres.

Le barillet ne pouvant pas, selon les experts, être réparé, il fut proposé de le remplacer soit par un barillet du même genre mais de meilleure qualité, soit par un barillet fonctionnant à l'argon (gaz neutre). Les travaux, quelle que soit la solution choisie, étaient longs et coûteux. Au moins étaient-ils trop longs pour EDF et le CEA (les noyaux durs du lobby électronucléaire français), car ceux-ci, soutenus par une poignée de politiciens en mal de technocratie ou d'argent frais (1), proposèrent la remise en route du surgénérateur, sans le barillet.

Pendant plusieurs mois, à l'insu de la plus grande partie de la population, se déroula donc une « bataille d'experts » sur la sécurité et le fonctionnement du surgénérateur. Mais il s'agissait plutôt d'un leurre car aucun débat public et contradictoire, à notre connaissance, n'eut lieu. Les milieux « autorisés » auraient même voulu étouffer « l'incident » qu'ils n'auraient pas procédé autrement ! (2).

Le surgénérateur fonctionne donc de nouveau aujourd'hui, officiellement pour une période de sept à huit mois, mais sans barillet. Les combustibles nucléaires, en attendant qu'ils se refroidissent, seront stockés après utilisation dans l'enceinte contenant le réacteur où il existerait « quelques places de parking ».



« (...) Les contraintes thermiques supplémentaires dues à l'évacuation de la chaleur résiduelle de ces matières nucléaires mises au repos ne sont pas gênantes (....) la nouvelle circulation générale du sodium dans la cuve ne sollicitera pas outre mesure cette pièce (...) » (3). Ces affirmations sont-elles satisfaisantes ? Ne nous affirmait-on pas aussi, il y a encore peu de temps, qu'un incident sur le barillet ne devait arriver qu'une seule fois en 10 000 ans ! Dans quelles conditions vont être véritablement stockées les matières nucléaires, avant et après utilisation ? Aucune réponse précise n'a encore été rendue publique. Une fois de plus, comme cela s'est toujours passé jusqu'à présent, nous sommes mis devant le fait accompli...

Cette expression pourrait être utilisée à propos de l'histoire du barillet de Super-Phénix. En effet, ce n'est pas le premier incident technique qui arrive au surgénérateur ! Ensuite, d'autres centrales nucléaires françaises, qui elles ne sont pas des prototypes, on connu par le passé et (ou) connaissent actuellement des difficultés. Ainsi, les alvéoles de stockage des barreaux d'uranium, à la centrale nucléaire Nogent 2, auraient des défauts de conception. Les techniciens n'ont pas pu retirer un barreau de son alvéole. *« (...) Il a fallu forcer sur l'élément et, quand il a été extrait, on a constaté qu'il était déformé et ne pouvait plus être chargé dans le réacteur (...)* » Une inspection des autres alvéoles aurait mis en évidence un « gonflement » inexpliqué de la paroi interne, ce qui bloquerait les barres d'uranium. EDF envisage seulement d'évacuer les barres d'uranium vers La Hague, *« plus tôt que prévu »* ! (4).

Quel avenir pour les centrales nucléaires ?

« (...) Ne serait-il pas nécessaire que nous prenions conscience des risques, des dangers dans lesquels nous entraîne l'évolution technique ? Ne serait-il pas urgent de réfléchir sur cette évolution : ses raisons ? Les manières dont l'expèce humaine l'a réalisée jusqu'à présent ? Ses conséquences actuelles et à venir ? (...) ».

Si nous donnons un point de vue positif de l'évolution technique par l'amélioration de nos conditions matérielles d'existence et par le plaisir que cette évolution peut nous procurer, si nous critiquons, par une interprétation de l'histoire de nos relations avec l'environnement, la notion (le mythe ?) de « vie en harmonie avec la nature », il ne faut pas pour autant en conclure que nous approuvons la manière dont l'évolution technique et ses utilisations se font aujourd'hui !

Si, par exemple, nous ne sommes pas opposés à la production d'énergie à partir de la transformation des structures atomiques des minéraux, nous désapprouvons très fortement, en revanche, la manière dont s'effectue, en ce moment, la production d'énergie électrique à partir des centrales nucléaires. Dans les points de désaccords, citons les déchets radioactifs, le déclassement des centrales nucléaires usagées, le fonctionnement des centrales, fonctionnement qui tient plus du « bricolage maison » que d'un « outil bien maîtrisé ».

Et quand des technocrates envisagent « la construction de nouvelles séries de centrales nucléaires », « d'imposer la filière des surgénérateurs si le coût de l'uranium est élevé », nous affirmons que ce n'est pas seulement l'économie qui doit déterminer l'évolution technique !

CHRISTIAN (liaison d'Evreux)

(1) Voir dans le quotidien Le Monde *du 8 décembre : « Super-Phénix, le monstre apprivoisé ».*

(2) Voir l'entrefilet paru dans La Recherche *n° 206 de janvier 1989 : « Des fissures, toujours des fissures ! ».*

(3) Dans Le Monde *du 13 janvier : « Le gouvernement autorise le redémarrage de Super-Phénix ». Il s'agit maintenant de la cuve (la pièce) contenant le réacteur.*

(4) Le Monde *du 12 janvier : « Les nouvelles centrales... souffrent d'un défaut de conception ».*

Immigration : la farce tranquille

Qui à Montpellier a bien pu mettre dans la tête des immigrés clandestins que leur situation irrégulière allait prendre fin ?

C'était tout simple : il suffisait de se rendre au service d'accueil des étrangers de la préfecture de Montpellier pour obtenir la régularisation tant souhaitée.

En effet, le 19 janvier, c'est plus de 500 personnes qui sont tombées dans le panneau. Et plutôt mal tombées !

Certes, Mitterrand, pour le 1er janvier, nous a adressé ses vœux, où il était question de revoir à l'amélioration le statut de l'immigré. Mais c'était aller un peu vite en besogne que de prendre pour argent comptant ses saintes paroles. L'ancienne législation n'a pas disparu.

Pour l'instant Pierre Joxe s'est seulement fendu de circulaires. Une de ces circulaires prévoit, entre autres, que les demandes de régularisation seront examinées au cas par cas, et non plus rejetées, purement et simplement, et bien souvent assorties d'une reconduite immédiate à la frontière, comme c'était le cas auparavant. Mais quant aux conditions d'entrée et de séjour, elles ne sont pas modifiées.

Cela faisait dire au directeur de cabinet de la préfecture : « Ces gens-là effectuent une démarche sans espoir. Ils ont commis une dramatique erreur. Plus de 95% des demandes que nous enregistrons aujourd'hui se verront vraisemblablement opposer un refus, provoquant une reconduction à la frontière ».

Eh oui ! Profitant de cette aubaine, la préfecture a noté les noms et adresses des malheureux candidats à la régularisation.

SOS-Racisme et diverses organisations de soutien aux immigrés ont distribué à la hâte un tract en français et en arabe afin de mettre en garde les immigrés contre les dangers de leur démarche. Ils ont aussi demandé à la préfecture que la liste des « piégés » soit gelée. Mais seront-ils entendus ? A nous d'être vigilants et d'exiger l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud !

CLAUDE
(Gr. FA de Béziers)

Le rallye de Monte-Carlo est-il un sport ?

DANS la foulée d'un Paris-Dakar des plus pâlichon côté compétition, le rallye de Monaco n'a pas redoré les blasons de la course automobile. Mais le peut-il ? Trop d'enjeux industriels sont en cause. Les sommes liées aux retombées commerciales d'une telle course ne permettent pas de laisser la « glorieuse incertitude du sport » décider des résultats. Cela est évident pour le raid publicitaire de Dakar qui possède à peu près la même valeur sportive que le catch : c'est-à-dire un spectacle bourré d'artifices et de trucs qui ne dupent personne. Mais, naïvement, on pourrait croire que la prestigieuse épreuve monégasque était plus sérieuse avec son demi-siècle d'expérience. Mais, plus subtiles, ce sont les mêmes illusions qui masquent le sport.

Au début du siècle, le rallye devait permettre de démocratiser le sport automobile. Mais ne laissons pas les mots nous leurrer. En sport comme en politique, la « démocratie » fonctionne en faveur de certains. Les premiers concurrents du Monte-Carlo finissaient la course au casino ! Au fil des décennies, les riches oisifs sont remplacés par des professionnels du volant, techniciens de haut niveau. Où est le sport pour tous ?

Une constante détermine l'histoire du rallye : les changements de règlements. Dans les premières années, le classement est obtenu par l'attribution de points tenant compte des accessoires du véhicule, du nombre de phares, d'enjoliveurs, de places assises, etc. A condition d'éviter le fossé, la marque du vainqueur était connue avant le départ. Où est le sport ?

Plus tard, le kilométrage parcouru deviendra un élément important. Le vainqueur est celui qui, avec le plus d'enjoliveurs, part le plus loin. Où est le sport ?

Après la Seconde Guerre mondiale, les enjeux financiers augmentent et les ficelles doivent devenir moins visibles. Sous prétexte d'égaliser les chances, le règlement établit des indices de cylindrées. Mais tous les deux ou trois ans les paramètres de calcul changent et, comme par hasard, à chaque modification une nouvelle marque truste le palmarès. Où est le sport ?

Miracle de l'internationalisme, dans les années 70, les plus grandes épreuves routières sont réunies dans un championnat du monde. Il faut triompher à la fois sur les pistes africaines, les départementales ardéchoises, la glace scandinave, etc. On pouvait espérer voir enfin des compétitions. Mais, à travers la FIA, les industriels veillent. Certes, les règlements particuliers de chaque épreuve ne sont plus bricolés à la petite semaine, le truc est beaucoup plus efficace, évite les surprises qui pourraient coûter cher. Il suffit de changer périodiquement la définition technique des véhicules ayant droit de participer. Après le groupe B dédié à Peugeot, nous sommes depuis quelques années dans l'époque du groupe A taillé sur mesure pour Lancia. Cette modification de règlement s'est faite sous prétexte de sécurité. Résultat, cette année aussi, deux morts. Où est le sport ?

L'automobilisme n'est peut-être pas un sport, mais il pourrait le devenir au faible prix de règles simples. Assurer l'indépendance des autorités sportives conceptrices des règlements par exemple. Mais dans le contexte actuel, moraliser le sport ressemble aux travaux d'Hercule. Le nettoyage des écuries d'Augias ne sera pas pour demain, et les narines des sportifs et des spectateurs risquent longtemps encore de frémir d'odeurs désagréables.

OLIVIER (Gr. de Créteil)

Brèves écologistes

• AUTOUR DE SUPER-PHÉNIX.
Le groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire, le GSIEN, a protesté contre le redémarrage du surgénérateur. Les « Verts » ont rappelé que le chef de l'Etat s'était engagé en 1981 à abandonner la filière des surgénérateurs. Encore des « déçus du socialisme ».
L'avocat de la ville de Genève compte déposer un recours auprès du conseil d'Etat français. La FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature), les Amis de la Terre et l'UFC-Isère (Union fédérale des consommateurs), ont déposé le 19 janvier une requête pour « *excès de pouvoir* » devant le tribunal administratif de Grenoble, accompagnée d'une demande de sursis à exécution contre la remise en route de la centrale. Le tribunal devrait statuer dans les cinq semaines. Enfin, le samedi 21 janvier, plus d'un millier de personnes ont manifesté dans les rues d'Annemasse...

• AQUACULTURE.
Le conseil supérieur des installations classées a donné son accord au projet d'une grande ferme dans la baie de Morlaix. Il s'agit d'un élevage de saumons. Le projet prévoit une production annuelle de 1 200 tonnes de poisson à partir de 1990. Mais il y aurait des oppositions à ce projet parmi les associations de protection de la nature, des ostréiculteurs et des marins pêcheurs...

• OZONE.
On devrait bientôt en savoir un peu plus sur les raisons de la dégradation saisonnière de la couche d'ozone au-dessus du pôle nord (la même qu'en Antarctique ?). Plusieurs centaines de chercheurs (de différents pays) sont partis à cet effet dans le « Grand Nord ». Ces études se poursuivront jusqu'à la fin du mois de février. Encore une affaire à suivre de très près... et qui nous concerne tous !

CHRISTIAN (liaison d'Evreux)